

UNE INDUSTRIE LOCALE AU XVIII^e SIÈCLE

LA
TOILE D'ALENÇON

par

René DESCHAMPS

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

THÈSE

POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

SOUTENUE LE 26 MAI 1922, A 15 HEURES

M. GERMAIN-MARTIN, PRÉSIDENT

M. SOUCHON, PROFESSEUR

M. PERREAU, PROFESSEUR

LA TOILE D'ALENÇON

UNE INDUSTRIE LOCALE AU XVIII^e SIÈCLE

LA
TOILE D'ALENÇON

par

René DESCHAMPS

Diplômé de l'École des Sciences Politiques



THÈSE

POUR LE DOCTORAT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

SOUTENUE LE 26 MAI 1922, A 15 HEURES

M. GERMAIN-MARTIN, PRÉSIDENT

M. SOUCHON, PROFESSEUR

M. PERREAU, PROFESSEUR

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CHAPITRE PREMIER

La Fabrication de la Toile

CHAPITRE II

Le Contrôle de la Fabrication

CHAPITRE III

Le Commerce de la Toile

CHAPITRE IV

L'organisation de la Production et les Producteurs

ANNEXES

AVANT-PROPOS

L'industrie du point d'Alençon a jusqu'ici attiré très spécialement l'attention des érudits de notre région ; c'est un juste hommage rendu à la célèbre dentelle dont la réputation n'est plus à faire. Mais si nos ancêtres aimaient à s'adonner à ces travaux de luxe, ils n'en méprisaient pas pour cela le point de vue pratique, et c'est d'une autre industrie locale qui, sans pénétrer jusqu'à la Cour comme la précieuse dentelle, assura cependant à notre cité, un commerce fructueux dont nous allons nous occuper. La Toile d'Alençon, en effet, aurait mérité plus tôt qu'il en fut parlé, mais à notre connaissance, sauf des allusions passagères, il n'en a été fait aucune étude. Aussi la difficulté de la tâche nous est-elle apparue dès le début ; une histoire complète de la question eût été un travail considérable que ni le temps, ni l'état de la documentation ne nous ont permis d'entreprendre. Il nous a paru préférable de choisir une époque définie : le XVIII^e siècle, ou plus exactement depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à la Révolution. C'est le temps où le pouvoir royal poursuivant la politique de Colbert, imposa à l'industrie une réglementation très sévère ; outre les règlements généraux, chaque manufacture fut dotée de dispositions formelles tant pour la fabrication que pour la vente des produits : prescriptions très minutieuses en ce qui concerne les matières à employer, leur qualité, etc., et tout ceci dans l'intérêt des consommateurs à une époque où le marché était tout à fait localisé et où par suite de l'absence de voies et de communications, la concurrence n'existait pas.

Au moment où, poussés par les circonstances, les pouvoirs publics semblent revenir à une politique d'intervention, il n'est pas inutile de rechercher dans l'histoire ce que fut l'application de ce système et ses effets.

Enfin, ce serait connaître d'une façon incomplète l'histoire locale si on oubliait les humbles artisans qui, eux aussi, contribuèrent à la grandeur passée de notre pays. L'histoire politique ne nous renseigne pas ou peu sur l'état économique d'une région ; il faut donc envisager l'activité de nos aïeux sous tous ses aspects pour les faire mieux connaître. Puisse cette étude y contribuer !

PLAN

Après avoir dit quelques mots sur les origines de la manufacture des toiles d'Alençon,

Dans un premier chapitre, nous étudierons la fabrication de la toile, c'est-à-dire les prescriptions des règlements concernant la matière première, la largeur, la longueur des pièces de toile, etc.

Dans le second chapitre, nous verrons par quels organes le contrôle de cette fabrication était assuré.

Dans un troisième chapitre nous rechercherons l'importance du commerce de la toile et le fonctionnement du marché à la halle.

Dans le quatrième chapitre enfin, nous montrerons comment était organisée la production, le rôle des fabricants, tisserands et marchands et leurs conditions de vie.

Nous résumerons en concluant les effets du système réglementaire sur la fabrique d'Alençon.

SOURCES

I. — OUVRAGES CONSULTÉS

1^o Ouvrages généraux

- E. LEVASSEUR. *Histoire des classes ouvrières avant la Révolution.*
G. MARTIN ... *La grande industrie en France sous Louis XV.*
G. MARTIN ... *Les associations ouvrières au XVIII^e siècle.*
BOISLILE *Mémoires des Intendants sur l'état des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne.*
DES GILLEULS. *Histoire et régime de la grande industrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles.*
LE PLAY *Les ouvriers Européens.*
A. YOUNG *Travels during the years 1787, 1788, 1789.*
E. TARLÉ *L'Industrie dans les campagnes en France à la fin de l'ancien régime.*

2^o Ouvrages spéciaux

- LOUIS DUVAL . *Etat de la généralité d'Alençon sous Louis XIV.*
F. DUMAS *La généralité de Tours au XVIII^e siècle.*
R. TRIGER *La fabrique de toiles de Fresnay-sur-Sarthe et la fête de la Saint-Bonaventure.*
A. LECIÈRE .. *Histoire de deux Halles.*
Annuaire publié par l'Association normande en 1837.
Abbé GAUTIER. *Histoire d'Alençon.*

II. — DOCUMENTS

1^o *Archives Nationales* : principalement série F¹².

2^o *Archives départementales de l'Orne* : série C du n^o 23 au n^o 68 (1).

(1) Nous tenons à adresser ici nos plus vifs remerciements au savant archi-
viste de l'Orne, M. R. Jouanne, qui a bien voulu nous guider à travers cette
nombreuse documentation et nous inspirer le choix le plus judicieux pour le
but de notre travail.

CHAPITRE PREMIER

LA FABRICATION DE LA TOILE

Sur les origines de la fabrique de toiles d'Alençon, nous n'avons pas de renseignements précis. A notre avis elles sont très lointaines et elles se confondent avec une économie domestique primitive, dont les traces subsisteront d'ailleurs longtemps. Dans les campagnes, au moyen âge, chaque famille fabriquait sa toile et son lainage, faisait ses sabots et construisait sa charrue. On ne recourait à autrui pour aucun besoin ; le paysan bâtissait sa chaumière comme il labourait son champ et sa femme filait le chanvre, dont il tissait ses rustiques vêtements.

Nul doute cependant qu'il existait un fabrique autonome dès le début du ^{xvii}e siècle, fabrique qui jouit alors d'une liberté relative jusqu'au règlement du 13 août 1669. Dès le 14 août 1676 paraissent des Lettres patentes sur la longueur, la largeur et qualité des toiles manufacturées en la province de Normandie auxquelles la fabrique d'Alençon est naturellement soumise. Mais ce règlement n'ayant pas paru suffisant, ni assez étendu pour remédier aux abus qui se commettaient alors, il en fut projeté un nouveau pour les généralités de Caen et d'Alençon, qui parut le 7 avril 1693. Au cours du ^{xviii}e siècle, l'intervention de la royauté est constante ; citons les

principales : « Lettres patentes portant règlement pour les différentes sortes de toiles, cannevas et coutils qui se fabriquent dans la généralité d'Alençon », du 14 janvier 1738 ; ce document contient 103 articles et constitue une véritable charte de notre industrie locale ; c'est ce règlement que nous étudierons principalement. Le Conseil d'Etat du Roy rendit aussi quelques arrêts, tels celui du 25 avril 1772. Enfin les Lettres patentes du 16 février 1781 sont la dernière intervention de la royauté dans la manufacture d'Alençon. Outre ces règlements spéciaux à notre région, rappelons les principaux règlements généraux : celui du 13 août 1669, lettres patentes du 5 mai 1779, du 1^{er} juin 1780, réglementant la manutention des bureaux de visite, du 28 juin 1780 sur la fabrication des toiles et toileries. Nous aurons à revenir, dans chaque chapitre, sur les principales dispositions de ces documents.

I. — La Matière première

La toile dont nous allons étudier la fabrication était faite de chanvre. La culture de cette plante a considérablement diminué de nos jours ; on en trouve encore un peu dans le Bas-Maine. C'est pourtant cette modeste plante dont les fibres ont servi pendant plusieurs siècles à alimenter la fabrique d'Alençon. « Pour notre industrie, il n'est pas besoin de traverser l'Atlantique, de doubler le cap des Tempêtes. Les matières premières sont partout sous la main (1). » Au cours du XVIII^e siècle, le développement de la fabrication sera entravé à plusieurs reprises par la rareté des chanvres ; dès 1698, l'intendant de la généralité d'Alençon, de Pommereuil, écrit dans un mémoire : « On cherche les chanvres dans le pays pour les transporter à Brest, Rochefort et la Rochelle, pour les cordages des vaisseaux du Roy, mais cela produit un grave incon-

(1) Abbé GAUTIER : *Histoire d'Alençon*, 1805.

vénient en ce que l'on manque de cette marchandise pour les toiles d'Alençon (1). » Mêmes plaintes plus tard en 1758... « la mauvaise qualité et le prix excessif des chanvres occasionnés par les mauvaises récoltes et l'enlèvement considérable qui s'en fait dans les principaux marchés pour la marine commencent à altérer vivement l'ancienne réputation de la fabrique d'Alençon (2). » Des mesures avaient déjà été prises depuis quelques années pour remédier à ces inconvénients. Dans une lettre du 20 septembre 1753 (3), le contrôleur général des finances, Trudaine, avisait l'intendant Lallemand de Levignen d'un envoi de chanvres du Berry où ils étaient abondants et de bonne qualité, afin d'en faire faire quelques essais par les meilleurs tisserands de la généralité. Les échantillons furent envoyés à Trudaine qui les réclamait pour savoir « quel parti on pourrait tirer de ces chanvres ». Mais il ne fut pas donné suite à ces projets ; et il y eut toujours des plaintes à cet égard de la part des fabricants.

Pourtant ce chanvre qu'on tirait de la campagne d'Alençon et du pays du Maine était d'un brin « long, fin, soyeux et nerveux ». La culture en était morcelée en une infinité de parcelles, attachées chacune à un foyer. Chaque ferme possédait un clos à chanvre dont la superficie ne dépassait pas deux hectares et le plus souvent comprenait environ 50 ares. « Une chenivière est aussi essentiellement attachée à la cabane campagnarde qu'une planche de choux verts dans le jardin et le paysan est aussi soigneux de l'engraisser que de mettre du beurre dans son potage (4). » Les mœurs n'avaient donc pas changé au moment où l'abbé Gautier écrivait cela en 1805. C'était une culture familiale et les divers traitements que le chanvre subissait avant de pouvoir être tissé n'étaient pas exécutés en dehors de la famille. « On sème le chanvre au commencement de mai, continue l'abbé Gautier ; on récolte

(1) DE BOULAINVILLERS : *Extraits des mémoires dressés par les Intendants par ordre de Mgr le duc de Bourgogne*, 1727, p. 37.

(2) Arch. de l'Orne, C. 62. Observations de l'inspecteur des manufactures.

(3) Arch. de l'Orne, C. 62.

(4) Abbé GAUTIER : *Histoire d'Alençon*.

le mâle au mois d'août et la femelle en septembre ; on réunit les différentes tiges par paquets ; on les fait rouir pour en détacher l'écorce, seule partie précieuse de la plante, on seille les tiges les plus grosses, on broie les plus menues ; puis on livre le chanvre au filassier qui le divise et l'adoucit. Toutes les femmes se livrent alors aux travaux qui leur sont confiés et prennent le rouet. » Résumons ces opérations : le chanvre était d'abord roui, c'est-à-dire trempé dans l'eau de la rivière ou des mares les plus proches, puis, séché, battu à l'espardon, enfin sérancé ou peigné. Il passait ensuite aux mains des filandiers qui le transformaient en fil par l'étirage et la torsion. Enfin, pour les blanchir, les fils passaient dans plusieurs lessives (quatre ou cinq). Au ^{xvii}^e siècle déjà la préparation du chanvre donnait lieu à Alençon à une industrie florissante, puisque les fabricants de sérans (instrument qui sert à peigner le chanvre) y formaient un corps de métier qui comptait huit maîtres en 1658 (1).

Dès ce premier stade de la fabrication de la toile, le pouvoir royal intervient déjà par une réglementation précise ; l'art. 56 du règlement de 1738 (2) s'exprime en effet ainsi : « Fait Sa Majesté défenses ... à toutes personnes de mêler dans un même écheveau ou paquet de fil, des fils de différentes matières et qualités, d'inégale grosseur et couleur et inégalement filés, de former aucuns paquets de fils du poids au dessus de 10 livres et dont le lien ne soit de fil de même qualité que celui des écheveaux et d'en composer aucun dont les fils destinés à la fabrication des différentes sortes de toiles comprises dans le présent règlement sous quelque dénomination que ce soit et à quelque usage qu'elles soient destinées, qui doivent être blanchies, ne soient bien lessivés, préparés et séchés de façon qu'il n'y reste aucune humidité comme aussi d'exposer en vente ni vendre aucuns écheveaux ainsi mêlés ou qui excèdent le

(1) Louis DUVAL : *Etat de la généralité d'Alençon sous Louis XIV*, p. 121.

(2) *Lettres patentes du Roy portant règlement pour les différentes sortes de oiles, cannevas et coutils qui se fabriquent dans la généralité d'Alençon*, données à Versailles le 14 janvier 1738. C'est à ce règlement que nous nous reporterons le plus souvent, car il complète ceux parus depuis 1669, en 1676 et 1693.

poids ci-dessus ordonné et dont les fils ne soient conformes à ce qui est prescrit par le présent article ; le tout à peine de confiscation des fils dont les écheveaux seront coupés en trois et 50 livres d'amende pour chaque contravention. » Ces prescriptions étaient nécessaires pour assurer une égale « bonté, force et finesse » dans toute l'étendue de la pièce, mais elles ne furent pas toujours exécutées et même en 1772, de nouvelles formalités imposées par l'arrêt du Conseil du 25 avril furent rejetées par les fabricants, car disaient-ils « les fils actuels de ce pays n'ont plus cette bonne qualité qu'autrefois ils avaient, à raison qu'ils sont quasi tous achetés par des gens qui les blanchissent fort mal et les assortissent de même, car très souvent on en trouve de quatre sortes et plus dans un même paquet, d'autre part, ils sont rares, donc fort chers, car beaucoup de gens les achètent dans les marchés voisins pour les transporter en d'autres manufactures (1). » A plusieurs reprises, l'Intendant interviendra aussi pour assurer l'exécution du règlement de 1738 (2).

II. — L'Outillage

Nous abordons maintenant l'étude de la fabrication proprement dite ; nous connaîtrions peu de choses de cette question si les règlements n'avaient imposé aux fabricants, sous peine de sanctions sévères des conditions très détaillées pour assurer à leur production une qualité constante et protéger le consommateur contre les fraudes et les abus.

Le métier qui servait à fabriquer la toile au XVIII^e siècle était d'un modèle très ancien (3) et ce n'est qu'au début du

(1) *Archives Nationales*, F¹² 658-A : Mémoire d'observations que donnent les sieurs Laveille frères, marchands et fabricants et autres sur l'arrêt du Conseil du 25 avril 1772.

(2) Ordonnance de Mgr l'Intendant du 22 octobre 1765.

(3) La Société historique et archéologique de l'Orne en conserve un superbe exemplaire dans son musée de la Maison d'Ozé, à Alençon.

siècle suivant que les inventions successives amenées d'Angleterre, ont opéré une révolution (le mot n'est pas trop fort) dans les diverses industries textiles. Malgré le caractère primitif de cet outillage, dont les origines remontent à la plus haute antiquité, la réglementation intervient au sujet des rots et lames. La rot était un instrument qui servait à régler la largeur de la toile ; il était donc intéressant d'en fixer la largeur pour chaque espèce de toile dans une proportion assez bien combinée pour assurer à la toile la largeur qu'elle doit avoir après le blanchissage, comme dans le métier et à la sortie du métier ; cette opération exigeait des connaissances et une attention suivie ; le rot doit avoir huit à dix lignes de plus que la largeur de la toile au sortir du métier pour qu'elle puisse conserver cette largeur en blanc. C'est ce qu'impose l'art. 60 du règlement de 1738 : les rots et lames seront également compassés et divisés dans toute leur étendue, en sorte qu'ils ne soient pas plus serrés aux lisières que dans le milieu et ils auront en rot plus qu'en toile au moins deux lignées par chaque seizième d'aune : à peine de confiscation des rots et lames qui seront rompus et brisés et de 50 livres d'amende, tant contre les lamiers et faiseurs de rots que contre les fabricants, tisserands et ouvriers qui les auraient fait pour leur usage. Les tisserands, lamiers et faiseurs de rots ont trois mois pour se soumettre aux nouvelles prescriptions, et il est absolument interdit d'en fabriquer ou d'en exposer en vente qui n'aient les mesures et les dimensions prescrites ci-dessus (Cf art. 61 et 62 du même règlement).

III. — La largeur des Toiles

En ce qui concerne la largeur, la réglementation devient très minutieuse ; elle distingue en effet la largeur au sortir du métier et celle au retour du blanchissage ; elle indique en outre le nombre de portées de fil que la chaîne devra avoir.

Les toiles qui se fabriquent à Alençon, dit l'article 1^{er} du règlement de 1738, en fil de brin de chanvre tant en chaîne qu'en trame, qui doivent, après avoir été blanchies, avoir une aune et demi mesure de Paris, de largeur, auront au sortir du métier une aune et demie et demi-quart, même mesure et elles auront en chaîne au moins 100 portées de 40 fils chacune, faisant 4.000 fils, le tout à peine de confiscation des dites toiles qui seront coupées de deux aunes en deux aunes et de 50 livres d'amende par chaque pièce. La toile tend toujours à rétrécir au blanchissage, c'est pourquoi une largeur plus grande doit exister au sortir du métier. Voici le tableau des différentes largeurs prescrites :

ARTICLES du Règlement de 1738	Nature des toiles	L A R G E U R		NOMBRE DE PORTÉES DE FIL
		AU SORTIR DU BLANCHISSAGE	AU SORTIR DU MÉTIER	
Art. 1	Toiles	1 aune et demie.	1 aune et demie et demi-quart	100 p. de 40 fils = 4.000 fils.
Art. 2	—	1 aune et un quart.	1 aune et un tiers.	80 p. de 40 fils = 3.200 —
Art. 3	—	1 aune et demi-quart.	1 aune et un sixième.	70 p. de 40 fils = 2.800 —
Art. 4	—	1 aune.	1 aune et un douzième.	52 p. de 40 fils = 2.080 —
Art. 5	—	3/4 et demi-aune.	1 aune moins 1/16.	42 p. de 40 fils = 1.680 —
Art. 6	—	3/4 d'aune.	5/6 d'aune.	40 p. de 40 fils = 1.600 —
Art. 7	—	demi-aune demi-quart.	demi-aune demi-tiers.	30 p. de 40 fils = 1.200 —
Art. 9	Serviettes	1/2 aune 1/2 quart et 1/16.	3/4 d'aune.	42 p. de 40 fils = 1.680 —
Art. 10	—	demi-aune demi-quart.	2/3 d'aune.	32 p. de 40 fils = 1.280 —
Art. 11	—	demi-aune demi-seize.	demi-aune et 1/12.	25 p. de 40 fils = 1.000 —
Art. 12	Cannevas	ne sont pas destinés à être blanchis.		16 p. de 40 fils = 640 —

D'après ce tableau, nous voyons que sept espèces de toiles étaient fabriquées à Alençon et aux environs, différentes par leurs largeurs et leur qualité ; il se fabriquait, d'autre part, des toiles destinées à faire des serviettes en 3 largeurs différentes. Quant au cannevas, c'était une toile grossière en fil d'étaupe de chanvre qui s'employait surtout à faire des torchons. L'article 49 parle de toiles d'emballage ou gros cannevas et en prévoit cinq largeurs différentes. Il convient de citer enfin une autre fabrication dont le règlement de 1738 ne parle pas : celle des bougrans, produit obtenu par la teinture en diverses couleurs de bas teint des vieilles toiles de chanvre par un bain dans un encollage formé de déchets de beaux tannées et par un calendrage.

Ces prescriptions concernant la largeur des toiles étaient, en général, exécutées d'autant qu'elles avaient été fixées après avoir consulté les principaux fabricants réunis en assemblée, ainsi que nous le verrons plus loin ; cependant, il y avait des erreurs, vite signalées d'ailleurs par les intéressés. Ainsi, dans une requête à Mgr Orry, contrôleur général des finances, les principaux marchands et fabricants de toile de la ville d'Alençon (1) représentent que l'article 6 du règlement de 1738 est impossible à exécuter ; ils en tirent la preuve tant du règlement de 1693 que de celui de 1738 lui-même ; ils se livrent alors à un calcul technique de fils qu'il serait aride de présenter ici ; ils ajoutent que si le sieur Boré, inspecteur des manufactures, veut appliquer cet article, les toiles en seront moins bonnes, ce qui empêcherait la consommation et mettrait les fabricants dans la nécessité d'en plus faire de cette largeur et ils terminent ainsi : « Comme tout le monde sait que l'intention de Votre Grandeur, en faisant les règlements, n'a été que pour procurer l'augmentation de la manufacture en la perfectionnant, ce qui n'arriverait point si l'article 6 avait son exécution, les dits fabricants vous demandent la permission de fabriquer des toiles de $\frac{3}{4}$ et $\frac{1}{16}$ au sortir du métier qui auront en blanc $\frac{3}{4}$ et plus de largeur,

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 59.

et ils continueront leurs vœux au ciel pour la conservation de Votre Grandeur. » Suivent de nombreuses signatures (2). Le 11 mai 1741, Orry répond à l'intendant de la généralité, Lallemant de Levignen, en ces termes : « Comme lorsque le projet de règlement vous a été envoyé pour le communiquer aux fabricants et donner votre avis, vous avez, par les observations mises en marge de chaque article de ce projet, non seulement approuvé la largeur de $5/6$ en écu, mais même ajouté qu'elles devaient perdre par le blanchissage $1/12$ d'aune qui devait leur être donné de plus en écu, en sorte qu'elles doivent revenir à la largeur de $3/4$ en blanc fixée par l'article 6 ; que d'ailleurs les représentations des fabricants doivent d'autant moins être écoutées qu'il y a trois ans que le règlement a été rendu public et qu'ils l'exécutent, je vous prie de leur faire entendre qu'il est nécessaire qu'ils se conforment aux dispositions de l'article 6 sous peine des sanctions prévues. » C'est un échec total et qu'une nouvelle lettre de l'Intendant du 27 mai 1741 ne peut effacer. D'ailleurs, l'article 53 du règlement était formel : « Fait Sa Majesté défense à tous fabricants ...tisserands et ouvriers de fabriquer ni faire fabriquer aucunes sortes de toiles sous quelque dénomination que ce soit ni sous aucun prétexte d'autres largeurs que celles prescrites par le règlement, à peine de confiscation de ces toiles qui seront coupées de deux aunes en deux aunes et de 50 livres d'amende par chaque pièce. » Il est permis, cependant, de fabriquer des toiles de largeur supérieure à la plus grande prescrite (une aune et demie, c'est-à-dire 1^m80) à condition que l'excédent de largeur ne pourra être que de $1/2$ quart d'aune en demi quart d'aune et les fabricants, tisserands et ouvriers seront tenus d'augmenter le nombre des portées et des fils sans que cette augmentation puisse être moindre d'une portée de 40 fils. (Cf. art. 48 et 54.) »

(2) Lebreton ; F. Laveille ; É. Durand ; B. Lessebais ; J. Laveille ; M. Poupard ; Lecontre ; Pollard ; Thirault ; E. Poupard ; F. Renard ; Gaubert ; A. Vaugaudan.

IV. — La longueur des Pièces

La longueur des pièces de toile a varié au cours du XVIII^e siècle ; l'article 8 du règlement de 1738 la fixe à 60 aunes, mesure de Paris à peine de 10 livres d'amende pour chaque pièce dont l'excédent d'aunage sera coupé et confisqué au profit des pauvres de l'hôpital ; l'article 13 impose la même longueur aux pièces de cannavas. Au début du siècle, les pièces de toile avaient 120 et 130 aunes ; tous les filottiers (c'est ainsi qu'on appelait alors les fabricants de toile) en demandent la réduction en 1717 dans une requête présentée à Mgr Desmarets et signée de 60 des principaux d'entre eux (1). La réduction de la longueur aurait sans doute été ordonnée dès ce temps si les marchands qui s'y opposèrent n'avaient eu plus en vue leur propre intérêt que le bien de la manufacture. Voici les principales raisons qu'ils ont eu pour s'y opposer et pour préférer les longues toiles : il faut savoir qu'en 1658, lorsque le tarif remplaçant la taille a été établi à Alençon, dans la pancarte dressée pour régler les droits sur les marchandises et denrées qui entrent dans la ville, il était porté à l'article des toiles que pour chaque pièce d'une aune entière de laize et au-dessus, depuis 50 à 80 aunes de longueur, il serait payé 40 sols de droits de tarif, pour celles d'une aune marchande de laize et de même longueur 25 sols seulement et ainsi de suite à proportion jusqu'à 80 aunes seulement, droits payés moitié par l'acheteur, moitié par le vendeur. Or, les fabricants, par une pure complaisance pour les marchands qui eux ont trouvé du profit dans les longues toiles, ont fait des pièces depuis 100, 110, jusqu'à 130 aunes et plus ; les marchands toujours fort attentifs à leur intérêt, ayant trouvé moyen de se dispenser de payer leur part de droit de tarif pour cet excédent

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62. Mémoire de remarques sur la manufacture d'Alençon dressé par l'inspecteur Boré le 3 juillet 1717.

de longueur (10 deniers par aune pour les toiles de grande laize et 6 deniers pour les moindres), ont fait payer le droit tout entier aux filottiers. La longueur excessive a été cause que ces derniers ont mêlé depuis dans la fabrication de leurs toiles une quantité de fils de différentes qualités parce qu'il est bien difficile de les faire toutes d'un même fil dans de telles longueurs. Ainsi les toiles n'eurent pas la perfection qu'elles auraient eu si l'aunage avait été réduit. Les marchands s'opposaient encore à cette réduction pour d'autres raisons ; en effet, suivant la convention faite avec leurs rouliers pour le port de la toile, ils trouvaient un profit considérable à avoir de longues toiles. Enfin, ils payaient à la halle de Paris un droit de 12 sols 6 deniers par pièce de toile de quelque aunage qu'elle fut, de sorte que si on réduisait la longueur, il leur en coûterait davantage. Malgré ces objections l'inspecteur des manufactures ajoute dans son rapport que la réforme s'impose, car dit-il « les pièces de toile se trouvent d'un poids si excessif que c'est tout ce qu'un homme fort peut porter, ce qui empêche qu'on les puisse bien visiter, comme on le doit, parce qu'on a beaucoup de peine à les remuer ; de plus les blanchisseurs sont obligés souvent de les couper en deux pour pouvoir les blanchir et les étendre sur leurs prés qui ne sont pas assez longs pour les contenir ; enfin cette réduction fera encore cesser bien des différends qui arrivent souvent entre les commis de tarif et les filottiers pour raison de l'aunage de leurs toiles. » Mais le pouvoir central resta insensible à cet exposé et la lettre d'Amelot du 13 janvier 1718 adressée à M. de Courteilles, alors intendant (1), montre la modération et la réflexion qui président à l'élaboration de nouveaux règlements ; on reconnaît là l'esprit conservateur de l'administration royale. Amelot dit, en effet, que le Conseil du Commerce entendu, il a été décidé qu'il ne serait rien innové à cet égard et qu'on laisserait la liberté aux fabricants de continuer dans l'usage où ils sont depuis de longues années. Malgré les bonnes raisons avancées, la crainte de déranger un commerce qui subsiste

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62.

avantageusement et qui est presque borné à la consommation du royaume a prévalu.

Plus tard en 1729 (1) Le Pelletier permet à l'Intendant d'Alençon de rendre une ordonnance s'il le juge à propos à la suite d'une Assemblée de commerce tenue à Alençon, dans laquelle les « toiliers » ainsi que l'inspecteur, avaient proposé de réduire la longueur des toiles. Mais la réforme n'a réellement été consacrée que par le règlement de 1738 dans les articles que nous avons cité.

Au début, l'application des nouveaux articles ne fut pas complète et les sanctions parurent sévères. L'Intendant dans son rapport sur la situation de la manufacture d'Alençon (2) remarque en effet, que les peines portées par l'article 8 : confiscation de l'excédent au profit des pauvres de l'hôpital et 10 livres d'amende, ne sont pas régulièrement prononcées ; il arrive souvent, dit-il, que deux ouvriers auxquels on donne une chaîne de même longueur, l'un fait une toile de 60 aunes et l'autre une de 62 aunes, ce qui provient du travail qui est plus ou moins frappé ; l'auteur a néanmoins soin de couper l'excédent qui est rendu au fabricant, « ce à quoi il ne nous paraît pas d'inconvénient ». Orry répond catégoriquement que les sanctions doivent être rigoureusement appliquées ; « l'exemple des deux ouvriers est précisément un des motifs qui ont donné lieu à la disposition de l'article 8 ; en effet, lorsqu'une pièce a plus de longueur cet excédent ne provient que de ce qu'elle n'a pas été suffisamment frappée sur les métiers, à quoi le fabricant se porte d'autant plus volontiers qu'il épargne par cette contravention le fil de la trame, en sorte que la toile n'a pas la qualité requise. Lui rendre l'excédent de longueur de la pièce, après qu'il a été coupé sans le condamner à l'amende, c'est autoriser sa contravention et l'engager à la perpétuer, au lieu qu'en prononçant contre lui à la rigueur les peines portées par l'article 8, il sera forcé de se corriger. » Donc, il ne doit être fabriqué aucune pièce de toile dont la

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 24. Lettre du 30 juillet 1729.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 29. Mémoire de Lallemand de Levignen.

longueur excède 60 aunes, même lorsque des particuliers en commandent pour leur usage personnel avec des matières qu'ils fournissent, sans quoi le règlement deviendrait inutile par la facilité qu'auraient les fabricants de prétendre que les toiles en contravention au règlement sont destinées à l'usage des particuliers. Il reste cependant une latitude aux fabricants, celle de faire des toiles au-dessous de ces longueurs lorsqu'elles ne se vendent pas à la pièce, mais à l'aune, autrement dit lorsqu'elles se vendent au détail. Cependant, devant les remontrances fréquentes des fabricants alléguant qu'il ne leur est pas possible de monter leurs chaînes d'une longueur assez précise pour leur donner exactement 60 aunes, d'autre part que lorsqu'il manque un demi-quart seulement, les marchands ne leur paient que 59 aunes et si d'un autre côté les pièces ont plus de 60 aunes, elles sont exposées à la confiscation et à l'amende, le contrôleur général Orry permet en 1741 (1) à l'Intendant de rendre une ordonnance portant que lorsque les pièces de la manufacture d'Alençon auront plus de 60 aunes de longueur, l'excédent en sera coupé et rendu au propriétaire, pourvu qu'il ne dépasse pas 2 ou 3 aunes. L'intendant Lallemand de Levignen rend une ordonnance en ce sens, le 17 octobre 1741 ; mais elle soulève de vives protestations de la part des marchands merciers (2) qui prétendent avoir le droit exclusif de vendre en détail et craignent un empiètement sur leur monopole de la part des fabricants ; ceux-ci en effet pourraient, d'après l'ordonnance citée, débiter des pièces entières en coupons et en faire la vente en détail soit par eux mêmes, soit par des marchands forains. Le contrôleur Orry propose alors à l'Intendant de rendre une ordonnance « enjoignant aux préposés à la marque des toiles, d'avoir attention lorsqu'ils couperont un excédent d'aunage de marquer chaque coupon d'une empreinte du bureau où elle sera apposée portant ce mot *coupon*, avec défense à tous marchands forains, fabricants et autres d'exposer en vente ni vendre

(1) Arch. de l'Orne, C. 30. Lettre du 21 octobre 1741.

(2) Arch. de l'Orne, C. 60.

aucuns coupons qui ne seraient revêtus de cette empreinte à peine de confiscation et de 50 livres d'amende. » L'Intendant n'y voyant aucun inconvénient adhère à la solution proposée.

La controverse se poursuit pendant plusieurs années et en 1748 encore les marchands merciers réclament la révocation de ces ordonnances et la permission de débiter sans aucun retranchement, les toiles qui n'auront que deux ou trois aunes d'excédent au delà de 60 aunes pour que « le fabricant ne soit plus à portée de faire un détail qui est dans l'état du mercier (1). » Mais le nouveau contrôleur général Machault, persiste à penser que la marque du mot « coupon » sur les excédents coupés remédie suffisamment aux inconvénients signalés par les marchands merciers. Ces derniers ne cèdent en rien et dans une Assemblée du Commerce, tenue en 1752, ils réclament aux fabricants l'ordonnance de l'Intendant en vertu de laquelle l'excédent des pièces de toiles coupé par l'auneur juré est remis aux fabricants pour en disposer à leur profit. L'inspecteur des manufactures Boré est nettement favorable aux fabricants « comme il sait parfaitement qu'il n'y a dans la fabrique, à l'occasion de la longueur des pièces, aucun abus qui mérite d'être réformé, que le règlement de 1738 et les ordonnances de l'Intendant sont exactement exécutés, il est d'avis que, sans avoir égard aux représentations faites par les marchands merciers, les filottiers (fabricants) soient maintenus dans l'usage où ils sont, qu'il est absolument nécessaire pour le soutien de la fabrique de faire couper par l'auneur juré, l'excédent des 60 aunes et qu'il leur soit rendu pour en disposer ainsi qu'ils en aviseront bien. »

La question de la longueur des toiles semble donc bien réglée et il en restera ainsi jusqu'à l'arrêté du 25 avril 1772, dont l'article 16 permet aux fabricants de monter la longueur de leurs pièces à 84 aunes. Cet article n'a guère été appliqué ; la commodité des fabricants et des marchands a fait qu'on a toujours monté les pièces de 60 aunes, d'autant mieux que

(1) *Id.*

les toiles de la fabrique d'Alençon étaient connues depuis très longtemps pour être de cette longueur et que celle de 84 aunes généraît la plupart des fabricants surtout ceux qui sont d'une fortune médiocre (1).

Enfin, les Lettres patentes du 15 février 1781 donnent la liberté de fabriquer les pièces de toiles dans des longueurs arbitraires ; les marchands élevèrent la voix « jusqu'à l'indécence (2) » contre les dispositions de cette loi prétendant que la longueur de 60 aunes convenait à leur commerce et simplifiait tellement leurs factures qu'ils cesseraient plutôt d'acheter que de ne pas exiger du fabricant de faire couper l'excédent d'aunage. Les marchands continuèrent cependant à faire leurs achats à Alençon, mais ils exigèrent toujours du fabricant le « pouce à l'aune », ce qui leur fut accordé sans difficultés, car c'était un usage ancien qui ne portait aucun préjudice au commerce des toiles.

Quant aux serviettes, nous avons vu qu'il s'en fabriquait à Alençon et aux environs de 3 largeurs différentes ; leur longueur aussi est prévue dans le règlement de 1738 : Celles de la première largeur seront par pièces de 48 aunes, comme chaque serviette aura une aune de long, il devra se trouver 4 douzaines de serviettes dans l'étendue de la pièce et chaque serviette sera séparée et distinguée par des linteaux ou raies, composées de 4 fils bleu de bon teint, le tout à peine de confiscation des pièces qui seront coupées de 2 aunes en 2 aunes, et 30 livres d'amende pour chaque pièce (article 9). Mêmes prescriptions pour celles de la deuxième largeur (article 10). Celles de la troisième seront par pièce de 42 aunes, car chaque serviette n'aura que $3/4$ et demi d'aune de long, ce qui fera encore 4 douzaines par pièces. S'il n'y eut pas d'abus en ce qui concerne la largeur, les pièces n'eurent pas toujours la longueur prescrite ; cette fraude vint de ce que ces sortes de pièces n'étaient point aunées par les auneurs jurés ; les marchands obligés de s'en rapporter à la bonne foi des fabricants

(1) *Arch. Nat.*, F¹² 658-A. Mémoire déjà cité.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 65.

en furent souvent dupes, car « l'artifice de plusieurs fabricants prévoyait à bien des choses (1). » Pour prévenir cette fraude il eut fallu obliger les fabricants à faire auner les pièces de serviettes par les auneurs jurés. Les prescriptions de 1738 furent quelque peu modifiées par les Lettres patentes de 1781, car d'après l'article 2 les pièces de toiles destinées à faire des serviettes devaient contenir au moins trois et au plus six douzaines de serviettes.

V. — Le Blanchiment

La toile ne peut être exposée en vente telle qu'elle sort du métier ; elle doit en effet subir un dernier apprêt chez les « curandiers » ou blanchisseurs ; là on la passait dans plusieurs lessives, après quoi on l'étendait sur les prés pour sécher. Ces diverses manipulations n'ont pas échappé à la préoccupation du pouvoir royal et l'article 93 du règlement de 1738 interdit formellement aux curandiers de se servir pour le blanchissage des toiles de chaux et autres ingrédients corrosifs. Il est inutile de souligner l'importance de cette défense pour assurer la bonne qualité des toiles ; elle est malheureusement trop oubliée dans nos industries textiles modernes. De plus, les blanchisseurs ne peuvent étendre ni laisser des toiles sur les prés depuis le 1^{er} décembre jusqu'au 1^{er} mars. Au milieu du siècle, il fallut pourvoir au relâchement de cette prescription, car on laissait les blanchisseries couvertes de toiles en été comme en hiver, ce qui avait beaucoup d'inconvénients ; « d'une part les coups de vents et les gelées peuvent occasionner des cassures et des déchirures, d'autre part l'action du soleil étant si affaiblie en hiver ne peut blanchir ni sécher parfaitement une toile si bien que l'humidité séjourne continuellement

(1) *Arch. Nat.*, F¹² 658-A, déjà cité.

dans le corps de la toile, l'attendrit et souvent même la pourrit lorsque le fil se trouve de nature trop tendre (1). »

Les curandiers d'ailleurs sont responsables envers les propriétaires de toiles des dommages que ces dernières auraient eu à subir pendant leur séjour à la blanchisserie et l'article 93 prévoit 300 livres d'amende contre les contrevenants. Même amende contre les blanchisseurs qui font tirer les pièces, soit sur leur longueur, soit sur leur largeur, que ce soit en écreu ou après avoir été blanchies avec quelque instrument et de quelque manière que ce soit (art. 94). Au sujet de cet article, l'inspecteur Boré fait remarquer (2) que, dans la manufacture d'Alençon, une pièce de toiles de 60 aunes augmente assez ordinairement d'une ou deux aunes au blanchissage sans qu'on puisse soupçonner le blanchisseur de l'avoir tirée sur la longueur, puisqu'elle conserve la largeur prescrite ; mais le contrôleur général Orry répond que ce fait est contraire aux épreuves faites et d'après lesquelles les toiles se raccourcissent d'environ $1/32^e$ par aune au blanchissage ; aussi, il croit que la bonne foi de l'inspecteur a été surprise et que les pièces de toiles dont ce dernier parle ont dû être tirées sur leur longueur, de même que sur leur largeur, pour leur redonner celle prescrite par le règlement ; pour s'assurer s'il y a ou non un tirage forcé, l'inspecteur, lorsqu'il rencontrera des pièces de toiles dont la longueur a augmenté, n'aura qu'à les faire auner exactement tant sur la longueur que sur la largeur ; ensuite jeter à l'eau, et quand elles seront séchées, les faire réauner pour vérifier si elles ont conservé la même longueur et largeur qu'elles avaient avant d'avoir été mouillées et si elles ont raccourci, l'inspecteur devra les saisir pour en faire prononcer la confiscation avec 300 livres d'amende suivant l'article 94.

Plus tard, en 1757, l'inspecteur Brunet (3) se fait l'écho des fabricants qui se plaignent de l'abus commis par les blanchis-

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62.

(2) C. 59, Cf. Lettre du 14 août 1739 de Orry à l'Intendant de la généralité.

(3) C. 62, rapport de l'Inspecteur des manufactures du 26 mai 1757.

seurs qui font un tirage forcé dans l'apprêt des toiles pour gagner plus de longueur, ce qui ne peut se pratiquer sans « énerver » le corps de la toile et la rendre plus étroite ; le public ajoute aussi son témoignage contre les blanchisseurs et prétend qu'en effet les toiles raccourcissent considérablement après qu'elles ont été mouillées, ce qui occasionne des fausses coupes désagréables dans le service du linge. L'Inspecteur demande alors à l'Intendant une ordonnance pour remédier à cet abus. Dès le 4 juin 1757, elle est rendue en ces termes (1) :

Nous, Intendant, etc., enjoignons au sieur Brunet, inspecteur, de vérifier sur les blanchisseries de cette ville, si les toiles sont tirées sur leur longueur, à l'effet de quoi il sera, dans chaque blanchisserie, en présence des gardes jurés, jeté à l'eau quelques pièces de toile prises au hasard dans les magasins ou sur les prés, lesquelles toiles seront aunées avant le mouillage et réaunées après qu'elles seront séchées, dont il sera dressé procès-verbal par l'inspecteur et les gardes jurés pour sur iceux être par nous ordonné ce qu'il appartiendra.

Ces mesures furent peu efficaces et nous trouverons encore la trace de plaintes semblables en 1778 (2) ; il semble, d'ailleurs, que les blanchisseries d'Alençon (il y en avait sept en 1772), n'eurent jamais un très grand développement et la manière d'y blanchir n'a pas acquis aux blanchisseurs une réputation avantageuse (3).

Le règlement de 1738 prévoit un dernier détail en ce qui concerne la façon de plier les différentes sortes de toiles. D'après l'article 66, elles doivent être pliées par plis égaux d'une aune chacun, sans qu'il puisse être fait dans aucune des pièces des plis d'autres longueurs que celles fixées par cet article ou des empochages, ni y être joint ou cousu aucun coupon ; et les pièces seront pliées de façon que les deux bouts sur lesquels la marque du fabricant sera empreinte et

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62, ordonnance du 4 juin 1757.

(2) *Arch. Nat.*, F¹² 658-A.

(3) *id.*

sur lesquels la marque de visite devra être appliquée se trouvent en dehors et forment le premier et le dernier pli des pièces, le tout à peine de confiscation et 50 livres d'amende par chaque pièce et chaque contravention.

Les pièces de serviettes doivent être pliées par plis égaux, chacun de la longueur de chaque serviette.

Toute cette réglementation de la fabrication que nous avons étudiée en détail a été observée autant que cela se peut dans la manufacture d'Alençon ; si les prescriptions étaient minutieuses, quelquefois tracassières, les fabricants n'en demandaient cependant pas la suppression totale et lorsque les Lettres patentes du 5 mai 1779 donnèrent aux fabricants la liberté pour les étoffes tout en mettant le public en état de connaître leur qualité par la distinction des lisières et des marques qui y seraient apposées, les fabricants ne s'empressèrent pas d'user de la liberté que leur donnait la nouvelle loi ; aussi, lorsque de nouveaux règlements parurent pour chaque généralité (Lettres du 15 février 1781 pour la généralité d'Alençon), en tenant compte des vœux des fabricants et des besoins des consommateurs, ils ne soulevèrent presque aucune critique.

CHAPITRE II

LE CONTROLE DE LA FABRICATION

I. — Les Inspecteurs des Manufactures

Les inspecteurs des manufactures furent créés en 1669 pour surveiller l'application des statuts donnés par Colbert à l'industrie française ; ils dépendaient directement de l'administration centrale (1). « L'inspecteur, dit l'*Encyclopédie méthodique*, est l'homme du Conseil envoyé dans les provinces pour examiner l'état des arts et du commerce, pour observer les causes de la lenteur des progrès dans ces différentes parties, pour indiquer et rechercher les moyens propres à leur donner de l'extension et à les conduire à la perfection dont elles sont susceptibles. » En fait, les inspecteurs ou les « commis » qui les assistaient devaient s'enquérir d'une foule de choses, connaître les lieux de production de leur ressort, les moyens d'étendre et d'améliorer le sol, l'industrie et les échanges,

(1) Cf. Germain MARTIN : *La grande industrie sous Louis XV*, p. 88.

tenir la main à l'exécution des lois, règlements et statuts des manufactures qui leur étaient confiées (1). Dans une circulaire du 11 septembre 1708, le contrôleur général, Nicolas Desmarests, adresse aux inspecteurs des toiles les observations suivantes : « Vous marquerez dans les mémoires que vous m'adresserez d'où se tire le fil qui s'emploie dans les fabriques et où se fait le débit et la consommation des toiles. Vous marquerez si les fabricants se conforment aux règlements ; s'il s'est glissé des abus dans ces fabriques les moyens d'y remédier pour porter les manufactures à la perfection et en augmenter le commerce (2). » Pour faciliter leur tâche, l'arrêt du Conseil du 29 mai 1691 leur donne entrée, séance et voix délibérative en toutes les assemblées concernant les manufactures tant en jugement que dehors, à la charge par eux, si fait n'a été de prêter serment par devant le juge des manufactures (3).

Le traitement des inspecteurs ne fut pas le produit de taxes levées arbitrairement par eux, mais une somme fixe payable sur le produit du droit de contrôle, des amendes et des confiscations. En 1745, devant la mauvaise volonté des gardes jurés, Orry demande à l'Intendant de désigner quelqu'un entre les mains duquel les sommes des différents bureaux de la généralité seraient réunies et qui paierait directement l'inspecteur, « en sorte que ce dernier ne fut pas dans le cas de recevoir son traitement par parcelles des gardes jurés des différents bureaux, ce qui est susceptible de bien des abus et contraire au bon ordre (4). » Ces émoluments varièrent au cours du XVIII^e siècle ; de 2.000 livres, ils passèrent à 2.400 en 1745 et l'inspecteur d'Alençon fut payé 3.000 livres à partir de 1777 (5). Les inspecteurs jouissaient en outre de certaines exemptions ; par une déclaration du 3 novembre 1715, le Roy les déclare exempts de la « collecte, tutelle, curatelle, guet,

(1) A. DES CILLEULS : *Histoire de la grande industrie aux XVII et XVIII^e siècles*.

(2) BOISLILE, t. III, p. 10.

(3) *Arch. de l'Orne*, C. 55.

(4) *Arch. de l'Orne*, C. 33.

(5) *Arch. Nat.*, F¹² 654.

garde, séquestre, gardes meubles et fruits et autres charges publiques », le Conseil du Roy complète cette liste dans un arrêt du 7 août 1718 en les exemptant « de toute taille, pourvu, néanmoins, qu'ils ne possèdent aucuns biens immeubles, qu'ils n'aient point été imposés à la taille auparavant dans la province ou ils exercent leurs emplois et qu'ils n'y fassent aucun commerce (1). »

Il n'y eut pas à l'origine un inspecteur des manufactures par généralité ; le premier fonctionnaire de ce genre, dans notre région, avait dans son ressort les deux généralités de Caen et d'Alençon : Gilles Duchesne, tel est son nom, entra en fonctions par commission de Colbert en date du 30 avril 1670 (2). En 1687, l'inspection est confiée par commission du Roy à Joseph Havart. Le 19 juin 1691, le sieur de Neuillac lui succède comme « commis à l'inspection des manufactures dans les généralités d'Alençon et de Tours. » Puis, le côté fiscal de la question apparaît ; par un édit d'octobre 1704, le Roi crée, en titre d'office, des commissions d'inspecteurs généraux dans chaque généralité, des commissaires visiteurs contrôleurs dans chaque fabrique de toiles ; mais devant les représentations des députés du commerce, le Roi a préféré au produit de la vente de tous ces offices, une somme certaine payée par les corps de marchands « pour aider Sa Majesté dans les puissants besoins des affaires (3). » Par déclaration du 30 décembre 1704, le Roy supprime ces nouveaux offices, à la charge qu'il sera payé par les marchands la somme de 1.200.000 l. La part contributive des marchands et fabricants d'Alençon fut fixée à 30.000 livres. L'Intendant d'alors, M. d'Au-gervillers, proteste contre l'importance de cette somme et déclare « que tous les marchands de la ville réunis ne seraient pas en état de payer 1/6 de la somme demandée (4). » En 1705, l'intendant Le Guerchois ajoute : « Les taxes sont si

(1) Arch. de l'Orne, C. 52.

(2) Louis DUVAL : *op. cit.* — Introduction p. LXXIII.

(3) BOISLIE : *Correspondances des Contrôleurs généraux avec les Intendants des provinces*, t. II, p. 212, n° 700.

(4) BOISLIE : *id.*, t. II, p. 214, n° 707.

fortes par rapport au petit nombre des marchands et à la pauvreté des fabricants que le recouvrement m'en paraît très difficile pour ne pas dire impossible (1). » Cette somme fut alors répartie entre les différentes villes de la généralité et Alençon ne dut payer que 3.720 livres, somme dont elle s'acquitta en prélevant quelques droits sur les toiles vendues à la halle ; et pour éviter une évasion fiscale, comme nous disons maintenant, l'Intendant rend une ordonnance défendant aux fabricants qui sont accoutumés d'apporter leurs toiles à la halle d'Alençon de les vendre ailleurs, à peine de confiscation et 500 livres d'amende.

Mais les inspecteurs ne tardent pas à reparaître et nous les retrouverons pendant tout le siècle. Le sieur Boré restera longtemps à cette place ; en 1728, il demande à être remplacé par son fils ; ce dernier est alors appelé à Paris pour être examiné, mais il n'est pas accepté ; il devra revenir à Paris, car le contrôleur veut s'assurer de ses connaissances « parce que cela importe beaucoup au bien du commerce (2). » Pendant longtemps, il y eut deux inspecteurs dans la généralité d'Alençon : l'un pour les toiles, l'autre pour les draperies, tanneries et papeteries. Le ministre réunit en 1755, en faveur du sieur Boré, inspecteur des toiles, ces deux inspections aux appointements de 2.400 livres. Mais un sieur Martin lui succède par commission du 21 juin 1755, signée Trudaine. Ce nouvel inspecteur tint une conduite fort irrégulière et fut révoqué en mars 1757. Dès le mois d'avril, le sieur Brunet est nommé à sa place (3) ; nous trouverons au cours de notre étude des rapports remarquables fournis par lui. En 1783, il demande sa retraite et est remplacé par le sieur Vital, alors sous-inspecteur à Poutaudemer. « Le zèle et la capacité qu'il a manifesté jusqu'à présent, écrit Lefèvre d'Ormesson à l'intendant Jullien, me font espérer que vous n'aurez pas à vous repentir du désir que vous avez eu de le voir nommé

(1) *Arch. Nat.*, G7 74.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 24.

(3) *id.*, C. 33.

à cette inspection (1). » Ce sera le dernier inspecteur des manufactures de la généralité d'Alençon.

Au-dessus de ces inspecteurs, on place des inspecteurs généraux. En 1727, un arrêt du Conseil nomme un inspecteur général ayant la surveillance des fabriques de toiles de tout le royaume (2). Ces fonctionnaires se multiplient ; on trouve en effet des inspecteurs ambulants qui font des tournées dans toute la France et en rendent compte directement à l'administration centrale. En 1784, nous trouvons trace du passage de Lazowski à Alençon dans une lettre de Calonne, qui annonce son arrivée à l'intendant Jullien (3). A la veille de la Révolution, en mai 1789, le sieur Brown, inspecteur ambulant aussi, vient dans la généralité s'enquérir « s'il ne serait pas possible d'établir quelques nouveaux genres d'industrie ou de perfectionner ceux déjà existants (4). » Comme nous le verrons plus loin, ces inspecteurs eurent de fréquents rapports avec les gardes jurés qui, eux aussi, étaient chargés de faire appliquer les règlements et dénoncer les contrevenants aux inspecteurs. Or les inspecteurs trouvent ces surveillants trop libéraux et les gardes jurés jugent les inspecteurs trop sévères. Aussi, les manufacturiers souhaitaient la disparition de ces fonctionnaires dont l'intrusion jusque dans leur fabrique amenait des conflits incessants. De nos jours, on voit reparaître des inspecteurs du travail qui présentent beaucoup d'analogie avec leurs confrères du XVIII^e siècle ; leur impopularité est aussi grande et il serait bon de ne pas augmenter leurs attributions, si l'on veut éviter de retomber dans les abus de la réglementation que nous trouvons à chaque page de notre exposé.

(1) *id.*, C. 43.

(2) Germain MARTIN, *op. cit.*

(3) *Arch. de l'Orne*, C. 43.

(4) *id.*, C. 46.

II. — Le Bureau de Marque et de Visite

Nous avons vu jusqu'ici le contrôle exercé par des personnages du dehors, nommés par le pouvoir central et à sa discrétion. Nous allons voir maintenant un organisme de contrôle propre aux industries de l'ancien régime : les bureaux de marque et de visite, en effet, sont composés de gardes jurés, eux-mêmes fabricants et marchands, élus par leurs collègues ; c'est donc un contrôle à l'intérieur même de la manufacture. Si une trop grande indulgence est quelquefois à craindre, il faut convenir que ce contrôle réciproque est la méthode la moins vexatoire ; les inspectés sont assurés de trouver chez leurs pairs la connaissance exacte des difficultés d'application des règlements. Enfin, il n'y a pas à craindre la partialité de ces juges puisqu'ils changent tous les ans ; ceux-ci s'exposeraient en outre à des représailles éventuelles de leurs successeurs ; nous n'avons pas, d'ailleurs, trouvé trace de tels dissentiments.

Il n'y avait pas de bureau de visite dans chaque centre manufacturier, et avant l'établissement de celui d'Alençon, les fabricants de cette ville étaient obligés de porter leurs produits à Rouen pour les y faire marquer (1). Nous ne connaissons pas la date de sa création, mais il fonctionnait sûrement à la fin du ^{xvii}e siècle. Les divers règlements contiennent de nombreux articles concernant le contrôle exercé dans les bureaux de visite ; celui de 1738 nous donne de nombreux renseignements à cet égard.

1^o LES GARDES JURÉS

Comment se recrutaient les gardes jurés ? L'article 77 répond : « Les gardes jurés préposés à la visite des différentes

(1) BOISLILE, *op. cit.*, t. I, p. 418, n^o 1518.

sortes de toiles et cannevas seront choisis entre les principaux fabricants et marchands faisant fabriquer et nommés chaque année dans une assemblée qui sera convoquée à cet effet par le juge des manufactures et tenue en sa présence dans le courant du mois de décembre pour entrer en exercice au 2 janvier suivant ; sans que sous quelque prétexte que ce soit aucun des fabricants qui auront été nommés puissent se dispenser de remplir ces fonctions à peine de 100 livres d'amende. » Nous avons retrouvé des procès-verbaux de nomination et il semble que cet article n'ait pas donné lieu à des difficultés. Un cas curieux s'est présenté cependant au sujet de l'obligation de remplir les fonctions imposées par la fin de l'article : Un sieur Pollard, juge consul de la ville d'Alençon, fut choisi en décembre 1782 par l'assemblée pour remplir les fonctions de garde juré ; dans une requête à l'intendant du commerce de Montaran (1), il expose « qu'il fait son commerce en gros, sans enseigne, ni boutique, qu'il n'est point membre du corps des fabricants, que d'autre part, depuis sept ans, il n'a pas cessé d'occuper les charges municipales et qu'il serait mortifiant pour lui de devenir l'émule de ces mêmes gardes jurés dont il est encore aujourd'hui le juge » ; en conséquence, il demande que sa nomination soit annulée. L'Intendant d'Alençon s'oppose à cette annulation, craignant que le recrutement des gardes jurés devienne trop difficile. Mais Joly de Fleury lui écrit : « Comme ce particulier pourrait ne pas être membre du corps des filottiers et faire plutôt le commerce de gros, je pense qu'il y a lieu de lui accorder l'exemption qu'il sollicite ; les fonctions qu'il a remplies jusqu'ici sont de nouveaux motifs qui militent en sa faveur. »

Quelles étaient donc les fonctions de ces gardes jurés ? Les gardes jurés, dit l'article 78, seront tenus de se trouver dans les bureaux de visite aux jours de foires et de marchés pour visiter et marquer les différentes sortes de toiles avant qu'elles puissent être exposées en vente. C'est d'ailleurs une obligation pour les « fabricants, tisserands et ouvriers », de

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 65.

porter les pièces fabriquées au bureau dont ils dépendent ou à celui le plus proche du lieu de leur demeure pour y être vues et visitées par les gardes jurés en exercice ; cette obligation est personnelle en ce sens que les fabricants sont tenus de présenter eux-mêmes lesdites toiles au bureau de visite et il est interdit à tous « courtiers crocheteurs et autres », hommes et femmes de peine, de présenter aucunes pièces de toiles. Si elles sont trouvées conformes au règlement, elles seront marquées à la tête et à la queue de chaque pièce de la marque du bureau appliquée avec de l'huile et du noir de fumée. Celles qui, lors de la visite, ne seront pas trouvées conformes au règlement, soit pour n'avoir pas le nombre de portées et de fils en chaîne, la largeur prescrite pour chaque sorte, ou la marque du fabricant, soit pour autres contraventions, seront saisies à la requête des gardes jurés qui en poursuivront la confiscation par devant les juges des manufactures avec les condamnations d'amende ordonnées par le règlement (art. 69). Les gardes jurés ne pouvaient marquer sous aucun prétexte les pièces défectueuses, ni les rendre à leurs propriétaires, à peine de 300 livres d'amende contre chacun d'eux et d'être destitués de leurs fonctions ; cette amende était partagée entre le Roi et les pauvres de l'hôpital du lieu où les jugements étaient rendus. Lorsque les toiles ne seront pas également serrées et garnies d'un bout à l'autre de la pièce, les gardes jurés les couperont aux endroits les plus faibles pour en compter les fils à l'endroit de la coupe, et si le nombre de fils prescrit n'y est pas, la pièce sera saisie et le fabricant condamné à 200 livres d'amende. Pour conserver la trace de ce contrôle minutieux, les gardes jurés devaient tenir un registre pour enregistrer par année, mois et jour, le nombre de pièces visitées et marquées par eux en distinguant les pièces marquées de celles qui étaient saisies (art. 79).

Les fonctions des gardes jurés ne se bornaient pas à cet examen des toiles apportées au bureau de visite ; ceux-ci doivent, en effet, faire tous les trois mois et plus souvent s'il est nécessaire une visite générale chez les fabricants et tisserands établis dans l'étendue de leur district pour examiner

l'outillage, les rots et lames et s'ils emploient le nombre de portées et les fils des qualités prescrites par le règlement, et s'ils trouvent des rots et lames et des fils en contravention, ils doivent les saisir et en poursuivre la confiscation devant les juges des manufactures. Pour prévenir les abus avec plus d'efficacité, les gardes jurés devront se transporter dans les marchés où se vendent les fils une heure avant l'ouverture, à l'effet d'y saisir les fils non conformes au règlement. Enfin les fabricants, tisserands et marchands de fils devaient souffrir les visites des gardes jurés même dans leurs maisons, ouvroirs ou boutiques, « sans y apporter aucun empêchement ni leur causer aucun trouble à peine de 300 livres d'amende, payable par corps et de plus grande peine s'il y échoit. » (Art. 72.)

Tout ceci est la loi ; voyons maintenant comment elle fut exécutée. Avant le règlement de 1738, le contrôleur général Orry (1) se plaint de la négligence des gardes jurés de la manufacture d'Alençon qui se contentent de vérifier si la pièce liée en rouleau a la largeur prescrite ; aussi, il ordonne qu'à l'avenir ceux-ci déploient chaque pièce pour reconnaître si la qualité est égale dans toute sa longueur. Le règlement du 14 janvier 1738 ranima leur zèle ; nous les voyons dans cette même année (2) visiter les marchés pour supprimer une infinité de fraudes et d'abus dans les fils qui étaient toujours mouillés d'environ 4 onces par livre, mal lessivés, remplis de chaux et graissés avec du savon noir et autres ingrédients corrosifs défendus qui empêchent le blanc et le bon usage ; d'autre part les paquets de fils sont liés avec de grosses cordes, « choses qui causeraient, s'il n'y était remédié, des ruines totales à un commerce qui est un des plus considérables du royaume et dont tous les rois ont honoré de leur attention en lui suscitant de temps à autre des gardes pour veiller à sa conservation. » Ce zèle des gardes jurés ne dura pas jusqu'à la fin de l'ancien régime et dès 1770 le Contrôleur général des finances (3) se

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 58. Lettre à l'Intendant du 27 mars 1734.

(2) *id.*, C. 58. Requête des grands jurés, maîtres gardes en charge des marchands fabricants de toile de la ville et faubourgs d'Alençon.

(3) *Arch. de l'Orne*, C. 38. Lettre du Contrôleur général aux Inspecteurs des manufactures, du 16 janvier 1770.

plaint de l'esprit d'indépendance des fabricants contre lesquels les gardes jurés ne réagissent pas suffisamment : « un pareil relâchement est trop contraire à la bonne foi qui doit régner dans le commerce et aux progrès des fabriques pour que je ne doive pas le faire observer ; il est essentiel de rappeler les gardes jurés à l'exercice de leurs fonctions en exigeant que les bureaux se tiennent désormais aux jours et heures indiqués pour la visite et marque, de veiller à ce que les registres soient tenus dans la forme prescrite ; il faudra employer les voies de rigueur indiquées par la loi. » Le Conseil du Roi intervient dans le même sens (1) ; enfin les Lettres patentes du 1^{er} juin 1780 réglementent de nouveau les fonctions des gardes jurés, mais dans l'esprit des Lettres patentes du 5 mai 1779, dont l'article premier permet aux fabricants soit de fabriquer suivant des combinaisons arbitraires, soit de s'assujettir aux règlements comme par le passé. Necker, dans une instruction aux gardes jurés et autres proposés à la desserte des bureaux de visite et de marque, renouvelle ces recommandations (2).

Les fonctions de gardes jurés étaient d'ailleurs très peu recherchées à cette époque, car il leur arrivait d'être insultés par des fabricants auxquels ils faisaient des observations (3). L'ordonnance suivante de l'intendant Jullien au sujet de la composition des bureaux de visite résume admirablement la question telle qu'elle se présentait à cette époque (4).

Antoine-Jean-Baptiste-Alexandre Jullien, Chevalier, Conseiller du Roy en ses conseils et honoraire en sa grand chambre du Parlement de Paris, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, Intendant de justice, police et finances en la généralité d'Alençon.

Sur ce qui aurait été remonté au Conseil que le progrès du commerce si nécessaire à favoriser, dépendrait de la bonne fabrication des étoffes de tout genre que la France était à portée de fournir à l'étranger qui ne continuerait d'y en faire des achats qu'autant qu'elles

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 53. Arrêt du 1^{er} décembre 1777.

(2) *Arch. Nat.*, F¹² 657.

(3) *Arch. de l'Orne*, C. 67.

(4) *id.*, C. 43.

seraient toujours conformes aux règlements, dont les précautions sages assurent une bonne qualité dans la fabrication, le Conseil jugeant qu'on ne pouvait apporter trop d'attention à l'exécution de ces règlements d'où dépendait la conservation des manufactures, a cru devoir assujettir à la visite toutes les étoffes destinées à être vendues et sur lesquelles il serait appliqué une marque qui en constaterait la bonne qualité et à l'inspection de laquelle le consommateur ne craindrait pas d'être trompé dans ses achats, mais pour que cette marque obtienne de l'acheteur la confiance qui lui doit appartenir, il faut que le consommateur soit certain que l'étoffe avant de la recevoir a été scrupuleusement examinée par des gens intéressés à l'observation des règlements et attendu que si les fabricants ont intérêt à soutenir leurs manufactures dans les marchés étrangers et à prévenir que quelques-uns d'entre eux aveuglés par leur intérêt personnel et momentané et pour augmenter leur bénéfice, n'exposent dans le commerce des marchandises dont la qualité aurait été altérée, ce qui entraînerait la perte de la manufacture que l'étranger s'apercevant avoir été trompé ne manquerait pas d'abandonner pour avoir recours à des étoffes d'un autre genre, le marchand n'est pas moins intéressé à maintenir la bonne qualité de la fabrication, puisque c'est de lui que l'achète le consommateur, le Conseil persuadé que les fabricants comme les marchands ont un même intérêt à l'exécution des règlements, a jugé devoir ordonner que les bureaux de visite seraient composés de fabricants et de marchands en nombre égal, lesquels feraient en commun l'examen de toutes les toiles apportées à la halle. Et prévoyant qu'il pourrait se faire que les avis fussent partagés, le Conseil a voulu alors que le préposé par lui nommé levât le partage. C'est d'après des vues aussi sages et aussi avantageuses pour le bien du commerce que pour nous conformer aux ordres adressés par le Conseil, Nous ordonnons que le bureau par la manufacture de toiles d'Alençon sera composé de deux marchands et deux fabricants choisis par la communauté et qui prêteront serment entre les mains du juge de police, lesquels seront obligés de se trouver tous les jours de halle au bureau de visite des toiles, à l'examen desquelles ils apporteront toute l'attention qu'exigent leurs fonctions pour veiller avec le préposé à la marque à ce que toutes les toiles apportées au bureau y reçoivent la marque indicatrice de leur qualité et qu'il ne soit apposé la marque de perfection que sur celles qui en seraient susceptibles, ordonnons en outre, qu'ils veilleront à ce que le droit de marque soit acquitté entre leurs mains pour en compter par eux tous les trois mois à l'officier établi près de nous à Alençon pour recevoir le montant de ces droits et les faire passer à la Caisse du Commerce à Paris. Ordonnons également que ces gardes seront tenus conjointement avec le préposé à la marque de faire des visites tant chez les marchands, fabricants et blanchisseurs, pour y vérifier si toutes

les toiles sont revêtues de la marque, savoir celles qui se trouveraient en contravention, dont le préposé à la marque dresserait son procès-verbal qu'il affirmera devant le juge de police qui prononcera sur la contestation ordonnée par la saisie.

Alençon, 1^{er} mai 1783.

Nous n'avons pas encore parlé des préposés à la marque que l'ordonnance de 1783 mentionne ; ces nouveaux fonctionnaires n'ont d'ailleurs existé qu'à la fin du XVIII^e siècle. En 1777, l'inspecteur des manufactures Brunet signale « l'administration aussi reprehensible que mauvaise » des gardes jurés et il insiste pour la nomination d'un préposé à la marque comme le moyen le plus sûr et le plus prompt de remédier efficacement au mal ; en effet, il est impossible qu'un inspecteur soit partout à la fois et autant de fois que sa présence serait nécessaire ; ses voyages ne peuvent être cachés, les fabricants vicieux, les gardes jurés même préviennent son arrivée et ne laissent paraître à son examen que ce qui ne peut souffrir de blâme. Avec le secours d'un commis actif, continue l'inspecteur, chargé de l'enregistrement des marchandises et qui serait tenu d'en rendre compte par année, le ministre ne pourra manquer de recevoir des trimestres exacts d'après lesquels il sera facile de connaître les variations de la fabrication ainsi que les recettes des bureaux de visite sur lesquels il serait possible d'accorder à ces commis des gratifications proportionnées à l'étendue de leur travail (1). Mêmes plaintes de l'inspecteur des années suivantes et en 1783, l'intendant Jullien lui fait écho (2) et signale à son tour la mauvaise tenue des registres des gardes jurés sur lesquels un quart au moins des pièces présentées à la marque n'ont pas été enregistrées. « Je veux bien, dit-il, ne pas accuser les gardes d'infidélité ; mais je supposerai au moins que trop occupés du service du bureau, ils laissent échapper plusieurs pièces sans les enregistrer. Le préposé en question dont les fonctions principales

(1) *Arch. Nat.*, F¹² 658-A.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 43.

seront de tenir registre exact des pièces qui passeront à la marque, qui d'ailleurs n'a pas d'intérêt d'en soustraire, puisque ce n'est pas lui qui fait la recette, tiendra ses registres avec bien plus d'exactitude que les gardes ; c'est enfin une aide qu'on leur donne et le refus qu'ils font de le recevoir ferait suspecter leur fidélité dans l'enregistrement. » Malgré l'opposition des gardes jurés, un arrêt du Conseil du 7 mai 1784 (1) ordonne que dans tous les bureaux des manufactures de la généralité d'Alençon, les préposés nommés par le Roy seront admis concurremment avec les gardes jurés à la visite des toiles et feront avec eux chez les marchands et fabricants les visites nécessaires pour constater si les toiles ont été fabriquées conformément aux règlements, à peine pour les gardes jurés, s'ils refusent cette collaboration, d'être destitués sur le champ de leurs fonctions et déclarés incapables de jamais les exercer à l'avenir. Ces nouveaux fonctionnaires eurent une vie éphémère (2). Par une lettre du ministre de l'Intérieur du 28 octobre 1791, ils furent supprimés ainsi que les inspecteurs des manufactures. C'était la fin de cette organisation.

2^o LES MARQUES DE FABRIQUE

Le contrôle exercé par les gardes jurés sur les pièces de toile était grandement facilité par le fait qu'ils connaissaient le nom du fabricant. Depuis longtemps, en effet, les fabricants de toile étaient assujettis à mettre leur nom et celui de leur demeure en noir avec de l'huile à chaque pièce de toile avant de l'exposer en vente ; le règlement de 1693 est formel à cet égard. Avant 1738, il y eut cependant des dérogations : devant les représentations des marchands, l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1728, revenant sur ce qui avait été prescrit par un arrêt du 6 juillet précédent, exempte de cette formalité les pièces de toiles et de serviettes qui se vendent à l'aune ;

(1) *id.*, C. 43, signé : GRAVIER DE VERGENNES.

(2) Alençon n'en connut que deux : le sieur Réroc jusqu'au 6 décembre 1788 et le sieur Capron qui fut le dernier.

seules celles qui se vendent à la pièce restent soumises à l'obligation précitée. Cette dérogation fut de courte durée, car le 13 mars 1731, paraissait un nouveau règlement pour la fabrication des toiles en Normandie dont l'article 28 prescrivait aux fabricants de marquer tout ce qu'ils produisaient ; les fabricants prétendirent bien que ce nouveau règlement ne les concernait pas, mais sur la demande des marchands commissionnaires qui avaient eu le plus à souffrir des abus des fabricants, l'Intendant rend une ordonnance le 12 décembre 1731 qui oblige ces derniers à mettre leur marque sur chaque pièce ; il interdit en outre les changements de marque et les contrefaçons à peine de 300 livres d'amende. L'article 64 du règlement de 1738 reprend ces dispositions et ne prévoit plus aucune exception : « Seront tenus les fabricants, tisserands et ouvriers qui travailleront ou feront travailler pour leur compte, d'avoir un coin ou marque sur lequel seront gravés la première lettre de leur nom, leur surnom, et le nom du lieu de leur demeure, en entier et sans abréviation et d'en appliquer l'empreinte avec de l'huile et du noir de fumée à la tête et à la queue de chaque pièce, comme aussi de mettre à côté de cette marque le nombre de portées et l'aunage que chaque pièce contiendra. » Il convient d'ajouter pour compléter cette étude des marques de fabrique, que les lamiers ou faiseurs de rots devaient déposer au greffe de la juridiction des manufactures, une empreinte de leur marque mise sur le registre du greffe et devaient signer sur le même feuillet une déclaration contenant que c'était la marque dont ils entendaient se servir (art. 63). Même obligation pour les curandiers (art. 45).

3^o LES MARQUES DE VISITE

Nous avons vu plus haut que les gardes jurés devaient apposer à la tête et à la queue des pièces conformes au règlement l'empreinte de la marque du bureau où elles avaient été visitées. Que contenaient ces marques de visite ? Les coins et marques, dit l'article 77, contiendront le nom de la ville et la date de l'année avec ces mots : *visite, toile de chanvre* ;

ces coins seront rompus ou brisés au 2 janvier de chaque année en présence des juges des manufactures à la diligence desquels les nouveaux coins et marques dont on devra se servir seront remis au bureau le même jour. Les marques seront placées dans une armoire fermant à deux serrures dont les deux plus anciens gardes jurés auront chacun une clef. Les nouvelles marques seront apposées sur les registres du greffe de la juridiction des manufactures. Malgré les précautions prises par cet article, la marque du bureau d'Alençon put être dérobée ; l'intérêt des mauvais fabricants était en effet de faire de fausses marques pour pouvoir écouler plus facilement leurs produits défectueux. Dans son rapport, l'inspecteur Brunet s'exprime ainsi (1) : « Le sieur Brunet, inspecteur, ayant reconnu à son avènement un changement de marque de visite pour les toiles présentées au bureau d'Alençon, sous prétexte que la précédente dont on s'était servi depuis le 1^{er} janvier 1757 avait été volée avec effraction de l'armoire dans laquelle elle avait été renfermée et ayant pour lors reproché aux gardes jurés de n'avoir pas présenté leur requête à Mgr l'Intendant non seulement aux fins d'être autorisés dans ce changement de marque, mais encore pour qu'il fut ordonné de faire les poursuites nécessaires sur un vol de cette espèce et d'autant plus reprehensible qu'il a pu donner des atteintes dangereuses à la réputation de la fabrique d'Alençon par le nombre peut-être trop considérable des toiles irrégulières ou défectueuses que les prévaricateurs ont sans doute fait passer impunément dans le commerce sous la bonne foi de la marque de visite ; les gardes jurés s'excusèrent en assurant qu'ils en auraient rendu compte au sieur Martin, alors inspecteur, lequel ordonna simplement de suppléer à la marque volée par une nouvelle faite dans une forme différente, ce qui fut exécuté ; ces motifs déterminèrent le sieur Brunet, pour remettre le bon ordre dans la fabrique par les seules voies de douceur et de persuasion, à profiter de cette nouvelle marque pour donner un temps suffisant aux fabricants de se réformer

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62.

pendant lequel cette marque fut qualifiée de marque de grâce. Mais les toiles nouvellement fabriquées furent marquées d'une nouvelle marque de forme longue portant une fleur de lys et ces mots : visite d'Alençon, 1757. » Ce rapport de l'inspecteur, daté du 2 janvier 1757, montre que le passage du sieur Martin à Alençon fut désastreux pour la manufacture de toiles ; l'inspecteur Brunet y remit de l'ordre avec un esprit conciliant, mais aussi avec fermeté. Lorsque les Lettres patentes du 5 mai 1779 permirent aux fabricants de fabriquer suivant des combinaisons arbitraires, la marque de visite ne semblait plus avoir d'utilité pour les toiles fabriquées sans souci des règlements ; cependant l'article 11 interdit leur circulation dans le royaume et leur exportation à l'étranger qu'elles ne soient revêtues d'un signe indicatif de leur origine nationale. Outre les anciennes marques, il en fut gravé de nouvelles ; celle du bureau d'Alençon portait : « Toile nationale à Alençon, 1781 (1). »

Le régime des marques de visite fut appliqué jusqu'à la Révolution au bureau d'Alençon, tel qu'il ressort des procès-verbaux du bris des marques et de réception des nouvelles empreintes dressés jusqu'en 1789.

4^o LA GESTION FINANCIÈRE DU BUREAU DE VISITE

Nous connaissons peu de choses sur cette question avant 1770 ; c'est à cette date que le pouvoir central a voulu connaître les comptes des bureaux de marque dans la crainte des gaspillages et d'une mauvaise gestion de ces bureaux. Terray signale, en effet, les abus suivants (2) : « Je suis informé que dans presque tous les bureaux de fabrique, il se pratique un abus relativement au droit de visite, marque et contrôle qui se perçoit sur les marchandises apportées à la visite ; les^g gardes

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 41. Cette empreinte fut gravée sur buis par Godard, le père du célèbre graveur sur bois.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 38. Lettre du 1^{er} février 1770.

jurés qui desservent ces bureaux, après avoir prélevé sur le montant de ce droit les frais des bureaux ainsi que la rétribution de l'inspecteur s'attribuent et se répartissent entre eux le surplus du produit ou en emploient une partie pour payer les appointements d'un commis qu'ils entretiennent pour la tenue de leurs registres et même pour les remplacer fréquemment dans leurs fonctions ; mon intention est qu'un pareil désordre cesse le plus promptement possible ; les gardes jurés doivent savoir que leurs fonctions doivent être gratuites et remplies par eux personnellement, que c'est une charge imposée à l'état de fabricant et de marchand, qu'en conséquence tout honoraire, tout paiement des commis qu'ils font acquitter par le produit du droit de marque sans y être autorisé, est un tort manifeste qu'ils font au commerce, à l'entretien et à l'encouragement duquel ces fonds pourraient être plus utilement employés. » Une enquête fut faite au bureau de la manufacture d'Alençon ; elle ne justifia en rien les plaintes du Contrôleur général et les gardes jurés exposèrent leur conduite en ces termes (1) : « Les gardes jurés de la manufacture de toiles d'Alençon remontrent qu'ils ne tirent aucun droit à leur bureau pour la marque de visite, qu'ils tirent seulement 20 sols pour chaque fabricant dont le nombre peut se monter à 300 tant de la ville que de la campagne, lesquels 20 sols sont employés à payer les frais de la fête de la communauté qui se monte à plus de 200 livres tant pour les flambeaux avec lesquels ils assistent à la procession de la fête de Dieu que pour la dépense de l'église et pain bénit que l'on y distribue, le prédicateur, le service des défunts, sans comprendre le clerc de la communauté, les frais de milice, les frais d'assemblée, le bois que l'on brûle au bureau, la houille et le noir de fumée pour la marque, etc., ce qui fait que les gardes jurés sont plutôt en retour que d'avoir du bénéfice, ce qu'ils certifient à qui il appartiendra. Alençon, le 25 février 1770 (2). » Un arrêt du Conseil du Roi de 1771 autorise les gardes jurés à

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 38.

(2) Signatures : LAVEILLE, Henri CHEVREL, LOUVEL, fils.

percevoir un sol par pièce de toile pour subvenir aux frais de bureau ; mais il n'est pas exécuté à Alençon et en 1774 les gardes jurés remontrent (1) de nouveau « que la charge de maîtres gardes de cette communauté est très onéreuse à cause des frais dont ils ne peuvent jamais être remboursés comme pour les flambeaux nécessaires, soit pour assister aux processions du Saint-Sacrement, soit pour administrer le viatique aux membres de la communauté, assister aux convois et inhumations, etc., et que loin de rendre des comptes, ainsi qu'il est ordonné par l'arrêt de 1771, ils seraient plutôt autorisés de se faire indemniser des pertes qu'ils sont forcés d'essuyer pendant leur gestion. » Les gardes jurés d'Alençon semblent repousser les diverses innovations qui les concernent et restent jaloux de leur indépendance au point de rejeter aussi un arrêt du Conseil du 30 mars 1772 qui leur enjoint de tenir désormais les registres de droits qu'ils sont autorisés à percevoir et de rendre compte annuellement tant du produit des droits que de celui des amendes et confiscations (2). En 1778, encore, Necker écrit à l'intendant Jullien pour lui demander les comptes des gardes jurés ; cette réclamation demeure vaine ; en 1779, Necker la formule de nouveau (3). Ce n'est qu'à partir de 1781 que le bureau d'Alençon tient une comptabilité vérifiée par l'Intendant ; il s'y percevait alors 2 sols par pièce. Nous possédons ces comptes par trimestre jusqu'en 1789 ; mais la perception des droits ayant cessé au mois d'août de cette année par suite de l'insurrection, il n'en a plus été rendu compte malgré les nombreuses demandes tant de l'Intendant que des administrateurs du département (4). L'intendant du commerce, Tolozan, écrit encore le 11 septembre 1789 (5) : « Il convient que les préposés ne désemparassent point leurs bureaux à moins qu'ils n'y fussent forcés par quelque agitation séditieuse, qu'ils inscrivissent sur leurs

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 39.

(2) *id.* C. 40.

(3) *id.* C. 41.

(4) *id.* C. 46.

(5) *id.* C. 46.

registres la quantité de pièces présentées à la marque par chaque fabricant et qu'ils fissent note en marge du défaut de paiement du droit afin que lorsque tout sera rentré dans l'ordre, on puisse exiger de chacun ce dont il se trouve débiteur par le dépouillement du registre. » L'Intendant du commerce devait bientôt perdre toute illusion sur la nature du mouvement révolutionnaire. En tous cas, à Alençon, les gardes jurés ne se sont pas rangés tout d'abord du côté des séditieux et n'ont pas permis la destruction des registres du bureau ainsi qu'il fut fait à Mortagne et à Lisieux, autres villes de la généralité.

III. — Les Sanctions

Pour assurer l'observation des prescriptions concernant la fabrication, il fallait des sanctions sévères ; nous avons cité au fur et à mesure de notre exposé les peines prévues par les règlements. Ce sont principalement la confiscation des pièces de toiles, quelquefois leur destruction, la plupart du temps des amendes importantes réparties ainsi : 1/3 au profit du Roi, 1/3 au profit des gardes jurés, 1/3 au profit des pauvres de l'hôpital (art. 49 du règlement de 1738).

Quels étaient les juges de ces contraventions ? D'après le règlement de 1669 (1) les maires et échevins avaient la connaissance de tous les différends entre ouvriers des manufactures et les fabricants. Toute désobéissance envers les gardes jurés relevait aussi de leur autorité. Mais la royauté avait besoin d'argent et elle créa de nouveaux offices héréditaires qui portèrent le titre de « lieutenants généraux de police ». C'étaient les juges des manufactures devant qui, malgré l'opposition des échevins, vinrent toujours des contraventions aux règlements. « Veut sa Majesté, dit l'article 100 du règlement

(1) Germain MARTIN : *La grande industrie sous Louis XV*, p. 83.

de 1738, que les peines soient prononcées par les juges des manufactures, sans qu'elles puissent être remises ni modérées pour quelque cause ou prétexte que ce soit, à peine de répondre en leur propre et privé nom, des amendes et confiscations qu'ils auraient dû prononcer et même d'interdiction et qu'il soit fait mention dans les jugements qu'ils rendront des articles sur lesquels ils seront fondés.» La procédure à suivre était spéciale : les procès étaient instruits et jugés sommairement sans ministère d'avocats ni procureurs et à l'audience sur ce qui avait été dit et représenté par les parties elles-mêmes et si les différends ne pouvaient être jugés sur le champ, les pièces devaient être remises aux juges des manufactures qui décidaient ultérieurement. Ceux-ci ne pouvaient recevoir ni prendre aucuns droits « sous prétexte d'épices, salaires ou vacations ». Les Lettres patentes du 1^{er} juin 1780 reviennent sur cette procédure dans l'article 8, mais permettent aux juges d'accorder « telles remises ou modérations qu'ils jugeront à propos sur les condamnations prononcées. »

A la vérité, ces remises furent accordées assez souvent et les contrevenants ne se faisaient pas faute d'adresser des représentations lorsqu'ils étaient frappés trop rigoureusement. Ainsi en 1737, un sieur Fanchehaut voit son amende de 200 livres prononcée par les officiers de police d'Alençon réduite à 30 livres par le contrôleur général des finances Orry sur la proposition de l'intendant Lallemant de Levignen (1). Ce dernier prit quelquefois des décisions plus rudes et que justifiait aussi l'attitude révoltée de certains fabricants. Exemple, cette ordonnance :

Etant informé qu'au préjudice de l'arrêt du Conseil du 6 juillet dernier, publié et affiché par tous les carrefours, places publiques et halles de cette ville et au mépris d'icelui, le nommé Lereteux, filotier, demeurant au faubourg de Montsort, se serait vanté en pleine halle que non seulement il n'exécuterait pas ledit arrêt, mais que si tous les autres filotiers voulaient l'en croire, ils s'en défendraient comme lui et ne le mettraient pas à exécution.

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 58. Lettre du 14 octobre 1737.

Pourquoi nous ayant paru nécessaire de réprimer des discours aussi séditieux qui sont contre le bon ordre et la police, enfin absolument contraires à l'exécution des ordres du Roy

Nous, Intendant d'Alençon, ordonnons au sieur Defolange, lieutenant de la maréchaussée de faire constituer dans les prisons de cette ville le nommé Lereteux pour y rester jusqu'à ce qu'il en ait été par nous ordonné.

A Alençon, le 12 août 1728.

LALLEMANT DE LEVIGNEN.

En général, l'Intendant appuie de son autorité les demandes en modération des contrevenants. En 1760 un sieur René Gaugen de la paroisse de Fyé (1) se voit confisquer 2 pièces de toiles fabriquées de chanvre et de lin, chose formellement interdite par les règlements ; dans une requête, il expose sa bonne foi, son ignorance, sa misère et demande la main levée des 2 pièces de toiles ; sur l'avis favorable de l'Intendant, Bertin l'accorde par grâce, après que les pièces auront été coupées pour ne pas entrer dans le commerce et ramène l'amende de 50 livres à 2 livres (2). Certains procès de ce genre durèrent longtemps, car un arrêt du Conseil pouvait toujours évoquer l'affaire ; nous en avons trouvé un exemple : une pièce de toile avait été saisie par les gardes jurés d'Alençon sur le nommé Pierre Marchand (3) ; évoquée par arrêt du Conseil du 2 février 1786, l'affaire n'est pas encore résolue en 1790, car malgré les émeutes et la Révolution, le sieur Marchand réclame toujours la main levée de sa pièce de toile.

Il ne faudrait donc pas croire que les peines prévues par les règlements étaient prononcées dans toute leur rigueur. D'ailleurs plus on avance dans le XVIII^e siècle, plus la persuasion fait place à la sévérité dans l'exécution des règlements ; nous étudierons cette évolution des esprits et des faits dans notre conclusion.

(1) Bourg de la province du Maine, à trois lieues d'Alençon.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 63. Ordonnance de l'Intendant du 17 mai 1760.

(3) *id.*, C. 67.

CHAPITRE III

LE COMMERCE DE LA TOILE

I. — La Production et les Débouchés

Après avoir étudié la réglementation des procédés de fabrication, il nous faut maintenant rechercher l'importance de la manufacture de toiles d'Alençon et à quel commerce elle donnait lieu. Il faut entendre par manufacture d'Alençon non seulement les fabriques de la ville même, mais aussi celles des environs, car le commerce de la halle était principalement alimenté par les tisserands des bourgs voisins tels que Courteille, Damigny, Saint-Paterne, Saint-Germain-du-Corbéis et même de certains éloignés de plusieurs lieues : Le Mesle, Fyé, Gesnes-le-Gandelain, Fresnay ; la fabrique de toiles de cette dernière localité fut en rivalité continuelle avec celle d'Alençon, comme nous le verrons plus loin.

La plupart des auteurs sont d'accord pour attribuer à la révocation de l'édit de Nantes (1) des effets désastreux sur les manufactures de la France ; sans nier l'ébranlement que put

(1) Edit du 22 octobre 1685.

causer l'exode des protestants d'Alençon qui y étaient assez nombreux, près de 3.000, dit-on (1), nous ne saurions nous rallier à l'opinion de M. Levasseur qui écrit : « Il est certain qu'un grand nombre d'industries telles que les soieries de Tours et les toiles d'Alençon furent compromises ou ruinées (2). » En effet, les huguenots étaient généralement des marchands plutôt que des fabricants ; la plus grande partie de ceux d'Alençon passa en Hollande et en Angleterre avec leurs effets qui consistaient uniquement en argent ou marchandises qu'ils vendirent. D'autre part la production ne diminua pas dans des proportions telles que la manufacture fut irrémédiablement compromise. Cette diminution provint aussi du fait que les laboureursensemencèrent leurs terres de blé au lieu de chanvre, dont il fut en outre enlevé une grande partie pour les cordages des vaisseaux du roi ; enfin le nombre des ouvriers avait beaucoup diminué par suite de la guerre et la mortalité arrivée en 1693 et 1694 (3). D'ailleurs, à la fin du règne de Louis XIV, les manufactures en général subirent de 1700 à 1712 une crise profonde (4). En 1717 (5) il a été visité et marqué à Alençon 9.265 pièces de toiles, total qui se décompose ainsi :

Pièces de toiles de chanvre depuis 100 jusqu'à 130 aunes .	4.913
Paquets de serviettes de 4 douzaines chacun	2.219
Cannevas en fil d'étoupe pour emballages et torchons . . .	2.133
	9.265

A cette époque Alençon est le centre manufacturier le plus important de la généralité (6). Peu à peu l'industrie sort de l'état de malaise où elle était plongée depuis le début du siècle.

(1) Louis DUVAL, *op. cit.*, p. 133.

(2) E. LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*. Paris 1901, t. II, p. 346.

(3) *Arch. Nat.*, K.K. 1317. Mémoire de la généralité d'Alençon dressé par M. d'Argenvillers, intendant.

(4) Germain MARTIN, *op. cit.*, p. 101.

(5) *Arch. de l'Orne*, C. 62.

(6) Mortagne : 3.100. — Laigle : 3.500. — Verneuil : 2.080. — Vimoutiers : 1900.

Le pouvoir central intervient énergiquement soit par des arrêts du Conseil, soit par des règlements tels celui de 1738. D'après un rapport de l'inspecteur Boré de 1739 (1), il s'apportait au bureau de visite d'Alençon plus de 200 pièces de toiles par semaine, près de 100 destinées à faire des serviettes et de 40 à 50 pièces de cannevas, ce qui fait environ 16.000 pièces, le double de la production de 1717. Ce chiffre se maintiendra à peu près constant au cours du siècle, sauf entre 1758 et 1760, nous verrons pourquoi. Recherchons à quelle valeur cette production peut monter. Le prix de l'aune de toile variait selon la largeur depuis 16 sols (7^e largeur) jusqu'à 4 livres (1^{re} largeur). Or, en 1741, il s'est fabriqué environ 9.800 pièces des différentes largeurs, de 60 aunes chacune ; on peut estimer chaque pièce en moyenne à 100 livres, ce qui fait 980.000 livres ; il y avait alors 860 métiers battant en toiles. La même année il a été fabriqué 3.000 paquets de serviettes, à 50 livres le paquet, produit : 150.000 livres ; 150 métiers battent alors pour les serviettes. Enfin 2.350 pièces de cannevas ont été fabriquées par 60 métiers ; chacune vaut 25 livres, soit 58.500 livres. Résumons ces chiffres ; la production en 1741 s'est montée à 15.000 pièces, représentant presque 1.200.000 livres, fabriquées par 1.100 métiers.

Il était peu demandé de toiles de grande largeur ; les 5^e et 7^e largeurs étaient les plus recherchées. En 1757 il est encore fabriqué 16.900 pièces, mais l'Inspecteur dans ses observations à l'appui de cet état (2), prévoit un ralentissement du commerce. « l'éloignement de l'armée, dit-il, le trop peu de consommation qui se fait à Paris, le défaut de circulation d'espèces et quelques banqueroutes dont le bruit et les pertes ont pénétré dans cette fabrique, ont ralenti les affaires et éloigné la confiance. » Ces pronostics se justifient en 1758 où il n'est plus apporté que 13.900 pièces de toiles au lieu de 16.900. Les circonstances de la guerre n'étaient défavorables à la manufacture d'Alen-

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 59. Mémoire du 1^{er} août 1739.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 62. Etat de toiles fabriquées dans la manufacture d'Alençon en 1757.

çon qu'à cause de l'éloignement de l'armée, sans quoi elle y eut trouvé au contraire de l'avantage pour les toiles des largeurs $2/3$, $3/4$, $7/8$ et $4/4$, lesquelles étaient ordinairement recherchées pour les différentes fournitures de l'armée ; notre fabrique était cependant moins à plaindre que les autres, car elle faisait de temps à autre des envois pour l'armée et la marine. Cependant nouvelle diminution en 1759 ; le bureau de visite ne vérifie que 12.400 pièces ; les mêmes causes de malaise subsistaient quoique l'armement de la flotte de Brest eût procuré un débouché avantageux à la manufacture de toiles ; les commissaires des guerres avaient examiné ces fournitures avec beaucoup d'attention ; « il serait à désirer, dit l'Inspecteur, pour le bien des troupes du Roy, que toutes les fournitures de ses armées passassent par de pareils examens, afin d'empêcher les abus considérables qui s'y commettent par les entrepreneurs (1). » Malgré cela, la guerre avait rendu le commerce languissant ; il ne reprit son étendue ordinaire qu'à partir de 1764, mais le chiffre de 15.000 pièces ne fut plus atteint et la production allait en diminuant lorsque la Révolution éclata.

La crise qui a sévi dans la seconde moitié du siècle était due à l'abandon par les fabricants des prescriptions fixées par les règlements.

La fabrique d'Alençon alors enveloppée dans tous les vices qui résultent toujours d'une fabrication arbitraire était tombée dans un tel discrédit qu'à Paris et dans tous les endroits de destination et de consommation, on ne cessait de se plaindre du mauvais état de cette manufacture (2) ; les marchands de toile et les lingères de Paris présentèrent alors au Conseil un mémoire sur cette situation ; mais le règlement de 1738 était insuffisant pour opérer une restauration. L'Inspecteur consulta à cet effet le principaux marchands et fabricants, « ceux dont il connaissait l'intelligence, ceux qui savent spéculer autant pour l'Etat que pour leurs propres intérêts.

(2) *id.*, C. 38. Etat des toiles fabriquées en 1759.

(1) *Arch. Nat.*, F¹² 658-A. Rapport de l'Inspecteur Brunet du 29 avril 1778.

ceux qui regardent une fabrique comme le patrimoine d'une ville d'un canton dont on ne peut trop apprécier l'existence, la conservation et l'extension, ceux enfin qui sous différents prétextes pouvaient juger différemment » ; de ces délibérations sortit un projet qui devint l'arrêt du 25 avril 1772. L'Inspecteur se trouvant par sa résidence à Alençon à portée de veiller à son exécution remit en peu de temps la fabrique dans l'ordre et une restauration évidente s'ensuivit. Il s'y fit alors des toiles d'une excellente « bonté » dans les espèces supérieures ; mais trop d'obstacles s'opposèrent à ce que la toile acquit « le grain perlé, la force, la main et le coup d'œil » qui constituent la bonne qualité.

Le premier obstacle vint de la rareté et du prix excessif des chanvres et des filatures qui ne permettaient plus aux fabricants d'en faire le choix nécessaire et en perfectionner les assortiments. Autrefois le Bas-Maine et les environs d'Alençon, propres à la culture du chanvre, en fournissaient une quantité plus que suffisante pour l'entretien de la fabrique ; les corderies des marines de guerre et du commerce y trouvaient également des ressources ; les campagnes étaient alors remplies d'excellentes mains pour les filatures, ce qui adoucissait le prix des chanvres et des fils. Or, non seulement la culture du chanvre a diminué à l'époque de la disette des blés et les colons ont moins fait filer de femmes à gages parce que les frais de nourriture étaient devenus plus dispendieux, mais encore il a été enlevé un tiers des fileuses en ville et à la campagne par la manufacture du point de France, dont l'accroissement avait été très rapide et très préjudiciable à la fabrique de toiles.

Le second obstacle n'est pas moins nuisible à la fabrique de toiles ; c'est l'infraction faite à l'article 57 du règlement de 1738 qui « défend à tous regrattiers de se trouver dans les marchés où se vendent les fils pendant qu'ils se tiennent à peine de 100 livres d'amende payables par corps et de plus grandes peines en cas de récidive comme aussi d'y acheter aucuns échevaux ni paquets de fils à peine de confiscation des dits fils et de pareille amende de 100 livres. » Les gardes

jurés étaient parvenus à faire exécuter les dispositions de cette loi, non seulement dans les marchés des lieux où il y avait des manufactures, mais aussi dans les autres bourgs où il n'y en avait point, tels que Vilaine, Lassay, Ernée où se tenaient les marchés de fils les plus considérables ; ils se promettaient le même succès au Mesle-sur-Sarthe, où il se vendait beaucoup de fil et dans ce cas la police sur les fils serait devenue uniforme et avantageuse à l'intérêt du fabricant, mais l'article 2 d'un arrêt du 13 février 1763 ayant donné la liberté « à toutes personnes d'acheter en tous lieux les matières, outils, ustensiles propres à toute espèce de fabrication sans être inquiétés par les fabricants » et cet article dérogeant à tous statuts et règlements contraires, les gardes jurés furent obligés de renoncer à contenir les regrattiers dans les bornes prescrites par l'article 57 du règlement de 1738. Dès lors les regrattiers devinrent « comme autant de vampires des fabricants », dit l'inspecteur Brunet, en vendant, rachetant et revendant dans le même jour de marché des paquets de fil dénaturés dans leurs mains par le mélange de filatures inférieures et remplies d'humidité. L'Inspecteur aurait voulu, pour remédier à cet état de choses, que ces regrattiers pussent seulement vendre dans les marchés les fils qu'ils auraient achetés chez les habitants des campagnes, sans pouvoir acheter ni vendre dans le même marché ; « le pauvre habitant de la campagne, ajoute l'inspecteur, qui fournit la première main-d'œuvre, n'y cherche que la subsistance et il est content s'il a la liberté de vendre chez lui ; le regrattier qui pourrait être alors qualifié de marchand de fil lui épargne le transport de sa denrée dans les villes trop distantes, il fait en cela le bien de l'Etat en lui rendant une multitude de journées qui seraient perdues par une foule d'indigents. S'il était possible de croire que la liberté accordée par l'article 2 de l'arrêt de 1763 ne dut concerner que les personnes qui se destinent à fabriquer dans les campagnes, ce ne serait plus qu'une concurrence naturelle et juste entre tous les fabricants des villes et des campagnes. Le monopole des regrattiers est donc nuisible à la manufacture et il serait utile de l'écarter pour engager les fabricants

à se rendre avec confiance dans les marchés et donner lieu d'y assembler une plus grande quantité de chanvre afin d'en faciliter le choix et les assortiments, d'en faire baisser le prix sans diminuer celui de la première main-d'œuvre et de les mettre en état de balancer une concurrence au moins égale dans la vente des toiles avec les fabriques étrangères. » Ces intermédiaires inutiles se multiplièrent et le régime de liberté qui tendait à s'instaurer sous l'influence des idées nouvelles, ne pouvait que les encourager. La Révolution arriva avant que la manufacture ait pu reprendre son essor.

La production annuelle de 15.000 pièces de toiles en moyenne représentait au XVIII^e siècle un chiffre considérable. Il fallait donc de nombreux débouchés pour faire vivre cette fabrique. Tout d'abord, il est incontestable que dans la région même il en était consommé une certaine quantité, principalement outre Alençon, à Caen et au Mans. Cependant, il ne se portait presque pas de toiles à la foire de Guibray ; seuls quelques marchands de bougrans avaient l'habitude d'y vendre leurs étoffes et rapportaient de cette foire environ 25.000 livres par année (1). Nos grand'mères ont encore connu le temps où la jeune fille apportait avec elle un trousseau bien garni que les jeunes ménages modernes ne connaissent plus. L'on avait alors le goût du linge, des belles armoiries où s'étaient en piles neigeuses les serviettes, les nappes et les draps. L'on ne connaissait pas l'injure du coton et des blanchisseries mécaniques et lorsque l'armoire s'ouvrait, une bouffée de lavende en sortait, mêlée à la fraîche odeur du linge. La consommation régionale était donc importante mais elle eût été insuffisante pour assurer à la toile d'Alençon sa réputation. Le principal débouché était Paris : les toiles étaient achetées à la halle par des « marchands commissionnaires » qui les faisaient voiturer à la capitale où elles étaient presque toutes consommées. Ce n'était d'ailleurs pas nouveau. Au XVIII^e siècle, en effet, l'intendant Pomereu de la Bretèche écrit dans son rapport sur la généralité : « Les toiles d'Alençon sont d'une

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 23.

très bonne qualité et fort estimées dans le commerce, il s'en fait un grand débit à Paris (1). » Il se faisait un trafic tel qu'en 1732 il fut question d'établir un bureau à Paris pour visiter les toiles provenant d'Alençon qui n'auraient pas passé par le bureau de visite de cette ville ; cette proposition fut rejetée devant les objections des marchands parisiens (2). Ce commerce se maintint pendant tout le XVIII^e siècle et tous les jeudis, des voitures chargées de toiles quittaient la halle à destination de la capitale.

Nous avons vu plus haut que l'armée et la marine consommaient une certaine quantité de ces toiles et même certains régiments ne s'approvisionnaient qu'à Alençon, notamment celui de M. Grassin (3). Elles étaient recherchées pour le service des troupes à cause de leur durée et aussi parce que l'usage en était très sain et que le vieux linge qui en restait était excellent « pour le pansement des blessures du corps humain (4). »

Enfin les marchands commissionnaires faisaient parvenir des toiles à Nantes, La Rochelle et Bordeaux et de ces trois ports des armateurs les envoyaient en Amérique. Nous ne croyons pas que ce commerce avec l'étranger fut bien important ; par contre, les toiles de Mortagne appelées gros fortes et celles de Vimoutiers appelées toiles roulées étaient plus recherchées des armateurs que celles d'Alençon dont, en somme, Paris fut toujours le débouché le plus important.

II. — La Halle aux Toiles

Alençon, capitale du duché, résidence de l'Intendant de la généralité, siège du bureau des finances, présidial, chef de

(1) Louis DUVAL, *op. cit.*, p. 121.

(2) *Arch. Nat.*, F¹² 1423. Mémoire du 10 août 1732.

(3) *Arch. de l'Orne*, C. 60.

(4) *Arch. Nat.*, F¹² 658-A.

baillage, vicomté, élection ou grenier à sel, juridiction des eaux et forêts, était une des plus marchandes villes de la province de Normandie (1). Située au milieu d'une plaine fertile, elle jouissait de belles communications ; y passaient, en effet, les routes de Paris en Bretagne par le Perche et le Bas-Maine, de Caen à Bordeaux par le Maine, l'Anjou et la Touraine, de Caen à Nantes par l'Anjou et enfin la route de Mamers qui donnait communication avec le pays chartrain, l'Orléanais et le Vendômois. Le commerce alençonnais ne pouvait que profiter de ces carrefours de routes et en fait le trafic de la halle aux toiles était alimenté en partie par l'extérieur.

1^o EMPLACEMENT ET ORGANISATION

Il ne reste plus guère de traces de l'industrie de la toile à Alençon, si ce n'est un monument important construit et inauguré sous la Restauration : la halle aux toiles. Il est probable que, dès le xvi^e siècle, il existait déjà une halle dont nous ne connaissons pas l'emplacement (2). Au xviii^e siècle, elle se tenait à côté de l'hôtel des juridictions, c'est-à-dire du palais de justice, sans doute dans l'emplacement actuel de la « rue de la Halle-aux-Toiles » qui ne fut percée qu'au début du siècle suivant. Nous ne possédons presque pas de renseignements sur cette ancienne halle ; les comptes du bureau de visite portent quelquefois traces de réparations qui y furent faites ; la principale à notre connaissance fut, en 1783, la construction d'un nouveau bureau de visite (3) adossé au mur de la halle, à gauche de la porte d'entrée ; les travaux furent confiés, après adjudication au sieur André Orfray (4), entrepreneur.

(1) *Arch. Nat.*, K.K. 1317.

(2) Adhémar LECLÈRE : *Histoire de deux Halles*.

(3) *Arch. de l'Orne*, C. 65 et C. 45. Ordonnance de l'Intendant du 28 octobre 1783.

(4) Les travaux furent exécutés selon les plans de Delarue, l'architecte de l'hôtel de ville qui existe toujours.

neur des ponts et chaussées pour la somme de 1.127 livres. Cette halle primitive devint insuffisante au début du xix^e siècle lorsque la production vers 1830 dépassa 25.000 pièces, par an, et c'est là le motif qui fit construire le monument actuel.

Les heures d'ouverture et de fermeture de la halle étaient fixées par ordonnance de l'Intendant ; le jour d'ouverture était celui du marché : le jeudi. A l'extérieur, sur la place du Palais, se tenait un autre marché où on étalait les matières premières de la manufacture : fibres de chanvre non sérancé, brin, étoupe, fil écreu, fil blanc, etc. Au milieu du xviii^e siècle, un certain désordre régnait dans les heures d'ouverture et de vente. En effet, d'après les usages en vigueur dans les halles de Rouen, Caen, Lisieux, Bernay, Laval, la vente devait commencer une heure après la visite ; or certains marchands traînaient la vente en longueur jusqu'à des heures indues (1), ce qui exposait les fabricants des bourgs éloignés d'Alençon à rentrer de nuit par des mauvais chemins, sans compter le risque d'être volés dans leur retour. D'autres fois, les marchands faisaient croire qu'ils n'avaient point ordre d'acheter, qu'ils ne voulaient pas de toiles, que les fabricants auraient dû rester chez eux, etc., la halle du jeudi fermait, puis les marchands revenaient le vendredi avec la certitude d'acquérir les toiles à un prix dérisoire et d'imposer facilement leur volonté. Sur la proposition de l'inspecteur des manufactures, l'Intendant rendit alors une ordonnance le 12 novembre 1757 dans les termes suivants (2) :

Sur ce qui nous a été représenté que le commerce des toiles s'affaiblit insensiblement en cette ville, les abus qui s'y sont glissés anéantissant non seulement l'émulation entre les fabricants, mais même la concurrence parmi les marchands dont les plus opulents forcent les fabricants peu aisés de leur vendre leurs toiles à bas prix et souvent à perte, soit en les rebutant, soit en traînant en longueur la vente les jours de marché, ce qui décourage ces fabricants et expose ceux qui sont éloignés à beaucoup d'inconvénients, à quoi étant nécessaire

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62.

(2) *id.*, C. 62.

de pourvoir pour le bien du commerce et l'avantage de la manufacture

Nous, Intendant, ordonnons qu'à l'avenir la visite des serviettes, toiles de 2/3 et cannevas, commencera chaque jour de marché à 8 heures du matin depuis Pasques jusqu'à la Toussaint et à 9 heures depuis la Toussaint jusqu'à Pasques.

Celle des toiles de 7/8, aune et au dessus commencera en toutes saisons à une heure après midi.

La vente des serviettes sera faite une heure après la visite et ne pourra durer qu'une heure au plus, celle des toiles 2/3 et cannevas successivement jusqu'à midi au plus tard, celle de la largeur de 7/8, aune et au dessus à 3 heures et sera terminée à 5 heures précises, le tout à peine de 10 livres d'amende tant contre l'acheteur que contre le vendeur.

Et attendu que la halle du vendredi est contraire à l'intérêt de la fabrique et qu'elle n'est pas autorisée, ordonnons qu'elle demeurera supprimée sous les mêmes peines.

Cette ordonnance nous montre avec quel souci la police de la halle était faite et le peu de liberté qui régnait alors sur le marché des toiles.

2^o L'AUNAGE DES TOILES

Donc, les fabricants, tant d'Alençon que des environs, apportaient leurs pièces de toile à la halle. Là, ainsi qu'il est ordonné par l'article 86 du règlement de 1738, elles devaient être mesurées par des auneurs jurés sur des tables de 2 à 3 aunes de long sur lesquelles l'aune juste, mesure de Paris, était marquée; le même article interdisait aux auneurs d'auner aucunes pièces de toiles ailleurs qu'à la halle et sur ces tables, à peine, en cas de contravention de 100 livres d'amende contre les auneurs et même de destitution. D'autre part (art. 87), les auneurs jurés devaient marquer à la tête et à la queue de chaque pièce avec de l'huile et du noir de fumée l'aunage des pièces de toiles par eux mesurées et y appliquer leur marque particulière contenant leur nom et surnom.

Depuis longtemps déjà, les intéressés réclamaient cette marque; ainsi, en 1730, les marchands de toile de Paris

signalent les abus qui s'étaient glissés dans l'aunage des toiles à la halle d'Alençon ; ceux de cette ville assemblés pour répondre à cette requête estiment que « pour rendre le commerce de la toile plus parfait, il serait à propos que l'auneur juré marquât l'aunage au pied de chaque pièce afin que le nombre d'aunes fut certain et qu'il n'y eut point d'abus (1). » Mais le rôle des auneurs jurés ne se bornait pas à cette marque ; ils devaient en outre (art. 79) arrêter les pièces de toile dépourvues de la marque de visite « pour en être la saisie faite à la requête des gardes jurés et la confiscation par eux poursuivie devant les juges des manufactures. » De même, lorsque les pièces avaient plus de 60 aunes de longueur, ils devaient les déposer au bureau de visite. Enfin, comme les gardes jurés, ils devaient enregistrer sur un registre toutes les pièces qu'ils avaient aunées avec leur aunage et le nom du vendeur (art. 91). L'application de ces articles du règlement de 1738 donna lieu à des difficultés. Ainsi, le sieur Pierre Dugas, marchand de toile, auquel la ferme de l'aunage avait été adjugée ne 1746 pour la somme de 800 livres par an (2), prétend avoir le droit et le devoir d'auner les pièces de serviette pour percevoir le droit y afférant, alléguant que « c'est dans cette confiance qu'il s'est porté à augmenter de 275 livres le prix de cette ferme au-dessus de celui du précédent bail. » L'Inspecteur des manufactures répond à cela qu'il n'a jamais été d'usage d'auner les pièces de serviettes dans la fabrique d'Alençon, que d'ailleurs le règlement de 1738 ne prévoit pas cette formalité pour les serviettes dont il fixe seulement la longueur et la largeur. Aussi, l'Inspecteur propose à l'Intendant de rejeter la requête du sieur Dugas comme contraire à l'usage de cette fabrique et préjudiciable au bien du commerce « parce que s'il elle avait lieu, il faudrait établir de nouveaux droits par pièce de serviettes, ce qui pourrait empêcher les fabricants des campagnes voisines et surtout ceux de la pro-

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 58. Procès-verbal de l'assemblée des marchands de toile et commissionnaires de la ville d'Alençon, du 11 juin 1730.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 60.

vince du Maine d'apporter, comme ils font, leurs serviettes à vendre à Alençon. » La requête du sieur Dugas fut repoussée.

Plus tard, les négociants en toile exposent à l'Intendant (1) que la fabrique est trop considérable pour qu'un seul auneur puisse tout auner dans le temps convenable ; en effet, plus de la moitié des toiles viennent des campagnes, quelquefois d'une distance de 6 lieues ; elles ne se vendent que l'après-midi et si elles ne sont pas aunées sur le champ, le fabricant ne peut s'en retourner chez lui dans la soirée, ce qui lui coûte et le fait renoncer d'apporter sa marchandise à la halle, quelquefois même à continuer sa fabrication. Pour remédier à cet inconvénient, il faudrait, d'après les marchands, « qu'il soit reçu en justice au moins 3 auneurs jurés, un seul ne pouvant faire le service. »

Le règlement de 1738 n'était pas exécuté à la lettre ; en 1777 encore (2), il n'y avait pas de tables à la halle pour auner les toiles ; on aunait à « l'aune courante », c'est-à-dire en circulant du premier au dernier pli de la pièce et la raison était qu'il n'y avait pas d'emplacement pour les tables ; une salle de comédie, en effet, avait été construite dans la halle et comme la place avait été cédée de bonne grâce par les marchands et fabricants pour « seconder les vues de Monsieur et Madame l'Intendante ainsi que de MM. les maires et échevins et de beaucoup de personnes de considération de la ville », l'inspecteur ne pouvait guère insister pour l'adjonction de tables réglementaires à la halle.

Autre abus : la ferme de l'aunage avait été portée progressivement à un prix si élevé qu'il n'était pas possible à l'auneur juré de trouver un bénéfice proportionné à son travail, aussi il réduisait son service et se fiait à la bonne foi « apparente, mais souvent trompeuse » du fabricant sur la toile duquel il appliquait la marque d'aunage pour en percevoir le droit, tout en dégageant sa responsabilité envers l'acheteur en cas de court aunage. Enfin, l'auneur juré permit à plusieurs

(1) *id.*, C. 64.

(2) *id.*, C. 64. Rapport de l'Inspecteur Brunet du 22 juin 1777.

personnes d'auner comme lui, les toiles des fabricants pressés de s'en retourner chez eux ou qui craignaient d'être obligés d'attendre au lendemain. Outre que ces aides n'avaient pas prêté serment devant le juge des manufactures, l'auneur juré faisait payer un sol en plus des deux sols fixés par le tarif de l'aunage pour le salaire de ces espèces d'associés auxquels souvent même des fabricants donnaient deux sols. Il est vrai que cette perception se faisait de gré à gré et beaucoup de fabricants éloignés auraient consenti sans se plaindre à payer encore davantage pour pouvoir s'en retourner plus tôt ; mais le fait n'en était pas moins reprehensible ; cependant l'Inspecteur ne put détruire ces différents abus à cause de l'entente qui existait entre les fabricants et l'auneur juré. Cette question perdit d'ailleurs son intérêt, puisque l'article 6 des Lettres patentes du 28 juin 1780 affranchissait les fabricants du droit d'aunage et des auneurs jurés (1). Le fermier de l'aunage attaqua néanmoins les gardes jurés devant l'Intendant « par sommation et par requête aux fins d'être condamnés à faire auner leurs toiles par les auneurs publics et de leur payer le droit d'aunage qu'ils étaient dans l'usage de percevoir. » L'Intendant rendit alors une ordonnance motivée qui dispensa les fabricants de l'aunage exercé par les auneurs jurés et le fermier fut débouté de sa prétention. Les fabricants apposèrent eux-mêmes aux deux bouts de chaque pièce les marques indicatives de l'aunage conformément aux Lettres patentes du 28 juin. Les marchands réclamaient encore en faveur des auneurs et ils affectaient d'avoir peu confiance dans la marque des fabricants ; l'Inspecteur les rassura en leur permettant de faire faire de fréquentes vérifications, soit par les gardes jurés, soit par un préposé nommé à cet effet par l'Intendant.

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 65. Lettre de l'inspecteur des manufactures Brunet à M. de Montaran du 13 octobre 1781.

3^e DROITS PERÇUS A LA HALLE

De nombreuses charges pesaient sur les toiles et par incidence sur les consommateurs ; la question est assez compliquée du fait de la diversité des droits et des différents titres auxquels ils étaient perçus :

Par un édit du mois de juin 1627, il fut créé des offices de contrôleurs visiteurs et marqueurs de toiles en toutes les villes et bourgs du royaume ; il leur fut alors attribué des droits fixés par un règlement du 22 décembre 1629 ; ces offices furent supprimés en 1634, mais cette suppression n'eut pas lieu partout ; ceux qui eurent levé de ces offices s'y firent maintenir par différents arrêts revêtus de Lettres patentes. Depuis, le Roi a remboursé plusieurs de ces acquéreurs et réuni au domaine le droit de contrôle sur les toiles ; il semble que ce droit n'a point été aliéné puisqu'il fait l'objet d'une ordonnance du mois de juillet 1681, fixant un nouveau tarif de ce droit. En 1704, le Roi se trouvant engagé par les dépenses de la guerre à rechercher quelques secours, créa, par un édit d'octobre, de nouveaux offices qu'il supprima par une délibération du 30 décembre 1704, à la charge qu'il serait payé par le corps des marchands la somme de 1.200.000 livres (1). Mais les anciens droits de marque et de contrôle sur les toiles avaient continué d'être perçus dans quelques villes du royaume par les fermiers du domaine qui soutenaient que la déclaration de décembre 1704 n'avait supprimé que les droits accordés aux offices créés la même année et non ceux établis par l'édit de juin 1627 (2). La situation était donc extrêmement confuse ; quelle était celle d'Alençon ? Ici, nous sommes obligés de préciser quelques points d'histoire locale (3).

(1) Cf. chapitre deuxième : *Les Inspecteurs des manufactures*.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 60. Lettre du Contrôleur général des finances Orry à l'Intendant de la généralité du 28 septembre 1744.

(3) *id.*, C. 31. Mémoire servant de réponse à la lettre du 8 octobre 1744, écrite par l'Intendant d'Alençon à son subdélégué de la dite ville du 1^{er} décembre 1744.

Le possesseur apanagiste du duché d'Alençon, lors de l'édit de juin 1627, était Gaston-Jean-Baptiste de France, frère unique de Louis XIII et duc d'Orléans. Elisabeth d'Orléans, demoiselle d'Alençon, sa fille, hérita du duché et domaine à la mort de son père, survenue en février 1660. Cette princesse se maria en 1667 à Louis-Joseph de Lorraine, « duc de Guise » ; elle posséda ce duché jusqu'à son décès le 17 mars 1696. Ce prince et cette princesse pendant leur vie, protégèrent toujours la ville d'Alençon et procurèrent à ses pauvres habitants le moyen de gagner leur vie dans les manufactures qu'ils établirent ou soutinrent par leur autorité et leur crédit ; aussi, notre ville, grâce à cette protection, fut exemptée des droits et offices créés de leur temps sur les manufactures ; ces prince et princesse connaissaient la situation d'Alençon, son voisinage du pays du Maine d'où proviennent les matières premières ; ils savaient que, pour attirer les forains, il fallait qu'il ne s'y payât que peu ou point de droits tant sur les chanvres que sur la toile fabriquée. Aussi, ils ont toujours souhaité qu'il n'y eut point de droits sur les toiles de la ville du nom de leur apanage et ce, avec d'autant plus de fondement qu'ils n'ignoraient pas l'existence du droit de tarif perçu au profit de la ferme des aides sur les toiles fabriquées à Alençon ou apportées au marché, droit qui était de leur temps de 25 sols par pièce de petite laize et de 40 sols pour celles de grande laize alors qu'ailleurs ce droit n'existait pas. Le prince et sa fille, M^{me} de Guise, avaient agi ainsi pour procurer au nombreux peuple de la ville le moyen d'y gagner du pain. De plus, on n'eut point connaissance à Alençon que le Roi ait remboursé les acquéreurs des offices créés en 1627 et qu'il ait réuni au domaine le droit de contrôle sur les toiles ; on payait alors à la halle 2 sols par pièce de toile à l'auneur et un sol au domaine par pièce étalée. Quant au tarif de 1681, il est probable que M^{me} de Guise, qui vivait alors, avait, pour les mêmes raisons que ci-dessus, empêché l'augmentation des droits portés dans ce nouveau tarif dans l'étendue de son apanage ou bien elle l'avait uni au droit d'aunage qu'elle donnait à ferme. Ce serait donc en vain que les fermiers du

domaine d'Alençon prétendraient que les droits établis par l'édit de juin 1627 subsistent dans cette ville à moins qu'ils ne se confondent avec le droit d'un sol perçu par eux et celui de deux sols payé au fermier des héritiers de M^{me} de Guise depuis sa mort. Outre ces deux droits, nous avons vu qu'il était perçu 25 ou 40 sols selon la largeur des toiles par le fermier des aides et tarif ; Louis XIV avait, en effet, accordé le privilège d'établir un tarif par commutation de la taille « afin de faire vivre les habitants avec plus de tranquillité et leur permettre d'exercer plus librement leur commerce souvent troublé par des collecteurs auxquels les marchands dissimulaient leurs effets (1). »

Toutes ces charges paraissaient exorbitantes à la plupart des fabricants des campagnes et ils avaient tendance à porter leurs toiles ailleurs dans des marchés où l'on ne payait aucuns droits, entre autres à celui de Fresnay.

Si le souci financier obligeait la royauté à chercher de nouvelles ressources, elle veillait cependant à ne pas détruire les manufactures par des droits abusifs. Ainsi un arrêt du Conseil du 18 avril 1747 concernant la réunion des offices municipaux restant à vendre dans les villes de la généralité d'Alençon, ordonnait qu'il fut levé 9 sols 6 deniers sur chaque pièce de toile d'une aune marchande vendue à la halle, 7 sols par pièce de seizin et 4 sols par pièce de $\frac{2}{3}$ et $\frac{3}{4}$ de longueur ; les fabricants de toile protestèrent alors vivement contre ces nouveaux droits ; sur l'avis favorable de l'Intendant, le Conseil du Roi, dès le 10 juin de la même année, rendait un nouvel arrêt (2), réduisant de moitié les droits à percevoir, et l'arrêt se termine ainsi : « Fait Sa Majesté défenses à Gilles Dauphin, adjudicataire des droits, ses procureurs et commis de percevoir par chaque pièce autres ou plus grands droits que ceux fixés par le présent arrêt, à peine de concussion. » Pendant tout le XVIII^e siècle, de nombreux droits furent ainsi

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62. Cf arrêt du 1^{er} juin 1658 portant établissement du tarif à Alençon.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 60.

perçus à la halle ; le produit en était élevé, grâce à l'important commerce qui s'y pratiquait ; ce fut d'ailleurs la principale cause qui entretint une rivalité excessive entre la fabrique d'Alençon et celle d'une petite ville située à quelques lieues, Fresnay-sur-Sarthe.

4^o CONFLIT ENTRE ALENÇON ET FRESNAY-SUR-SARTHE (1).

Dès 1715, la fabrique de toiles de Fresnay réclamait son autonomie pour s'affranchir de celle d'Alençon ; mais le fermier des aides de cette ville protesta dans un long mémoire alléguant que l'établissement d'une halle à Fresnay le frustrerait d'une somme de 20.000 livres par an ; le Conseil du commerce donna cependant raison aux habitants de Fresnay, par un arrêt du 20 août 1716. Mais le commerce ne se développa guère à cette nouvelle halle et les tisserands continuèrent à porter leurs toiles à Alençon. Nouvelle tentative en 1744, date à laquelle il fut créé un bureau de visite par ordonnance de l'Intendant de la généralité de Tours dont Fresnay dépendait, il ne fut pas beaucoup fréquenté et les gardes jurés n'y remplissaient pas leurs fonctions très consciencieusement(2). Aussi les fabricants d'Alençon et l'Inspecteur des manufactures réclamèrent à plusieurs reprises la suppression de ce bureau, comme favorisant par sa proximité de celui d'Alençon, la mauvaise fabrication des toiles en cette ville. En effet, lorsque l'Inspecteur faisait des saisies à Alençon pour contravention aux règlements, les fabricants allaient porter leurs toiles au bureau de Fresnay où les gardes jurés apposaient les marques sans vérifier la fabrication. En 1785 la lutte devint très vive entre les deux manufactures ; l'Inspecteur de la généralité de Tours le sieur de Tournai et celui d'Alençon, le sieur Vital en firent une question personnelle (3).

(1) Cf. Robert TRIGER : *La toile de Fresnay-sur-Sarthe et la fête de la Saint Bonaventure* et Arch. de l'Orne, C. 62.

(2) Arch. de l'Orne, C. 59.

(3) Arch. Nat., F¹² 1428. Observations sur le procès verbal de saisie d'une pièce de toile par le sieur Tollet.

Un sieur Tollet, préposé au Mans, arrêta une pièce de toile marquée « Réglée visite d'Alençon 1785 » parce qu'elle lui parut fabriquée de lin et de chanvre, chose interdite par les règlements ; mais depuis longtemps cet abus était toléré et le supprimer aurait été anéantir la fabrique de Fresnay, dont toutes les toiles $\frac{2}{3}$ vendues à la halle d'Alençon étaient ainsi mélangées de lin et de chanvre. « Pourquoi, expose l'inspecteur Vital, cet actif préposé arrête-t-il de préférence une toile marquée du bureau d'Alençon lorsqu'il a tant d'occasions d'en saisir de pareilles au Mans, revêtues de la marque de Fresnay ? Ce procès-verbal a été fait par récrimination ; le préposé y a été forcé. » De son côté, l'Inspecteur de la généralité de Tours écrit à M. de Montaran, intendant du Commerce, et lui expose les faits à sa façon, en déclarant : « Je ne crains pas d'avancer que la fabrique de Fresnay est très belle, en général supérieure à celle d'Alençon et que c'est peut-être pour cette raison que ce bureau a fait en différents temps des efforts pour l'englober, afin de donner du relief à sa manufacture. » A cela l'inspecteur Vital répond non sans malice « qu'il fait son compliment à M. de Tournai sur la bonté de ses toiles en faisant des vœux pour que celles d'Alençon puissent un jour parvenir au degré de supériorité et de qualité de celles de Fresnay ; d'autre part, tous les inspecteurs d'Alençon qui voudront porter la fabrique de toiles de cette ville au degré de perfection dont elle est susceptible, demanderont la suppression du bureau de Fresnay. En effet, de toutes les toiles qui se fabriquent à Fresnay et aux environs, il n'y en a pas la vingtième partie qui s'y vendent ; elles viennent presque toutes à Alençon ; le peu qui reste s'exporte au Mans, à Angers et à Tours, voilà jusqu'où s'étend la réputation de cette superbe manufacture dont on fait l'éloge le plus pompeux. Quant à la saisie de la pièce, si M. de Tournai veut se donner la peine de venir à Alençon, l'Inspecteur lui fera voir plus de 2.000 pièces de toiles sur les blanchisseries et fabriquées dans son département, dont il y en aura même une partie revêtue de la marque de Fresnay et que toutes seront mélangées de lin et de brin. » L'inspecteur Vital donne en outre de nom-

breux exemples de la mauvaise gestion du bureau de Fresnay, il accuse même les gardes jurés de toucher de l'argent pour ne pas faire de contraventions aux fabricants. Cette affaire dura longtemps ; en 1789 seulement, la fameuse pièce saisie fut rendue à son propriétaire, marchand de toiles à Fresnay, après la lettre de l'administration centrale du 16 septembre 1789 qui permettait le mélange du lin et du chanvre.

Si nous avons insisté sur la rivalité entre les fabriques d'Alençon et de Fresnay, c'est pour montrer la prédominance que garda jusqu'à la fin de l'ancien régime la manufacture d'Alençon sur celle de Fresnay, malgré tous les moyens employés par cette dernière pour s'affranchir de cette tutelle séculaire.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET LES PRODUCTEURS

I. — L'Organisation de la Production

Il est intéressant de rechercher, en nous plaçant au point de vue strictement économique, quelle était l'organisation industrielle de la manufacture d'Alençon. A cet égard les documents sont à peu près muets ; les rares remarques jetées en passant, soit dans les correspondances des Intendants avec les Ministres, soit dans les rapports des Inspecteurs, permettent de se convaincre tout au moins d'une chose, de l'extrême variété des modes de production et de vente, non seulement dans la même province, mais encore dans la même ville (1). Nous allons essayer de les classer ; si nous voulions adopter

(1) E. TARLÉ : *L'industrie dans les campagnes à la fin de l'ancien régime.*

un critérium de classification, celui de Bücher serait, semble-t-il, le mieux adapté à notre étude. Il établit en effet sa division d'après la longueur du chemin parcouru par les marchandises pour passer du producteur au consommateur (1), ce qui lui permet de distinguer trois phases :

1) L'économie domestique fermée dans laquelle la famille produit elle-même les biens qu'elle consomme ; là, le producteur et le consommateur se confondent.

2) L'économie urbaine : les produits commencent à se transmettre, mais leur trajet est court, car ils passent directement de l'artisan au consommateur.

3) L'économie nationale où le produit ne parvient au consommateur qu'après avoir passé à travers toute une série d'intermédiaires.

Nous pourrions appliquer cette classification à la manufacture d'Alençon, car ces trois types d'échange s'y rencontrent, mais elle est insuffisante car ces différents stades de l'échange ne s'adaptent pas forcément à ceux de la production.

Nous préférons dire : le caractère général de la fabrique d'Alençon, c'est d'être une industrie à domicile. Ce type comprend d'ailleurs de nombreuses modalités.

1^o. — Sans parler de l'économie domestique fermée, qui a toujours plus ou moins existé dans les campagnes, il est une forme d'activité industrielle très simple et très ancienne (la deuxième phase de Bücher), celle où les rapports sont directs entre le producteur et le consommateur et où le producteur travaille sur la commande expresse du consommateur ; cette production présente donc deux caractères : d'une part l'absence d'intermédiaire, d'autre part l'individualisation du consommateur. Le règlement de 1738 prévoit formellement ces artisans qui travaillent à façon (Cf. art. 53 cité plus haut). C'étaient plutôt les gens aisés, les bourgeois qui faisaient faire ainsi les trousseaux de leurs filles.

(1) Cf. Cours d'économie politique professé par M. Allix en 1920-21.

2°. — Un second type et le plus répandu dans les campagnes était caractérisé par la fabrication de la toile pour le marché à la halle et non pour un consommateur déterminé ; consommateur et producteur ne se connaissent pas avant le moment de la vente. Cet atelier autonome est constitué uniquement par le tisserand et sa famille ; il cultive lui-même le chanvre et lorsqu'il en manque pour sa fabrication, il en achète au marché, soit dans les bourgs où il s'en tient, soit à Alençon, en portant sa toile fabriquée à la halle. Ces tisserands étaient dispersés dans 20 ou 25 paroisses des environs d'Alençon, principalement dans la province du Maine.

3°. — Enfin il y avait le fabricant, intermédiaire intercalé entre le producteur et le consommateur et qui faisait travailler pour lui un nombre plus ou moins considérable de tisserands. Ce fabricant donnait une commande à l'artisan qui tissait toujours chez lui ; tantôt il fournit la matière première et c'est le cas le plus fréquent en ville, tantôt le tisserand la fournit lui-même. Que le fabricant occupe 2, 3, 10, 50 artisans puisqu'ils travaillent chez eux, nous avons affaire à ce que le Play a nommé « la fabrique collective (1) » ou bien encore selon le mot aussi juste de M. Charles Gide « la fabrique dispersée ». Quelquefois et c'est plus rare, on trouve des traces d'un état de choses où non seulement la matière première, mais aussi le métier appartiennent au patron qui le fournit au producteur en lui faisant ses commandes ; c'est une forme de crédit industriel assez primitive qui fonctionnait surtout dans les moments de disette et de famine dont le XVIII^e siècle fut quelquefois le témoin. Les fabricants faisaient faire surtout des toiles de grande largeur qui demandaient plus de surveillance alors qu'on fabriquait plutôt dans les campagnes les toiles de 2/3 de largeur et au-dessous.

(1) Cf F. LE PLAY : *Les ouvriers européens*.

II. — Les Marchands

Nous avons vu le fonctionnement de la halle aux toiles et parlé du rôle des marchands. Il y en avait de plusieurs sortes :

1^o. — Ceux d'Alençon qui achetaient les toiles en gros à la halle pour les revendre aux divers détaillants principalement connus sous le nom de regrattiers.

2^o. — Les marchands commissionnaires qui faisaient les achats pour Paris et autres grandes villes telles que Nantes, la Rochelle et Brest, étant chargés par les armateurs de ces ports de les approvisionner en marchandises pour l'exportation en Amérique.

3^o — Enfin, des marchands ambulants qui « couraient les provinces » et achetaient dans les campagnes soit pour leur propre compte, soit pour le compte de grandes maisons de commerce qui revendaient en France et à l'étranger. Ces marchands ne furent jamais bien vus de ceux d'Alençon ; ils n'étaient tolérés qu'au moment des grandes foires, il s'en tenait quatre par an à Alençon, dont la plus importante était la Chanadeur.

Les marchands n'étaient pas des intermédiaires inutiles : lorsque la manufacture traversa une crise au milieu du siècle, les fabricants se plaignaient alors du trop petit nombre de marchands, car, disent-ils, « peu de marchands font le commerce pour leur propre compte, soit faute de facultés ou d'émulation, soit parce qu'ils préfèrent des profits certains mais bornés et modiques, aux risques qui accompagnent souvent les fortunes des négociants. D'autre part, les commissions ne sont point partagées ; un seul marchand en a les $\frac{2}{3}$, lesquels joints au commerce qu'il peut faire pour son compte le rendent trop despotique ; lui seul, pour ainsi dire, établit le prix courant des toiles à son gré et à son plus grand avantage, ses confrères en profitent et le plus grand nombre de fabri-

cants se trouvent obligés de vendre leurs toiles aussitôt qu'elles sont achevées, les abandonnent au plus bas prix et quelquefois à perte (1). » En 1758, l'Intendant rendit une ordonnance pour remédier à l'abus de certains marchands qui achetaient chez les fabricants et même sur les métiers les toiles dont ils avaient besoin sans qu'elles aient été préalablement visitées et marquées au bureau établi sous la halle « ce qui est contraire à l'intérêt du fabricant et dégarnit la halle des assortiments nécessaires aux autres marchands plus réguliers en leur ôtant l'objet et le choix qui pourraient les décider à faire des achats plus considérables (2). » L'Intendant rappela alors les prescriptions de l'article 68 du règlement de 1738, qui obligeait à porter au bureau de visite toutes les toiles fabriquées et il interdit aux marchands leurs pratiques abusives, à peine de 50 livres d'amende, payables moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur.

Il existait bien à Alençon une communauté de marchands établis en jurande en vertu de Lettres patentes de Louis XIV, en 1658 et dont les statuts avaient été enregistrés et homologués au Parlement de Rouen, le 10 février 1659 (3). D'après ces statuts nul ne pouvait être reçu marchand s'il n'avait fait trois ans d'apprentissage et passé deux ans dans une boutique, mais ces règles concernaient seulement les marchands de détail ; les marchands de toile en gros n'étaient pas obligés de se faire recevoir dans cette communauté et pouvaient faire leur commerce en toute liberté.

III. — Les Fabricants

Il ne faudrait pas croire que les fabricants d'Alençon restèrent toujours confinés dans leur routine ; sans doute la

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 62. Observations de l'inspecteur du 17 novembre 1757.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 63.

(3) *id.*, C. 47. Ces statuts ont été confirmés par arrêt du Conseil d'Etat du 2 avril 1701 et par un autre du 27 juin 1741.

réglementation empêchait les inventions, cependant certains d'entre eux, firent preuve d'une initiative telle que l'administration royale ne leur refusa pas son concours et leur accorda des subventions. Citons les principaux : en 1772, l'Inspecteur des manufactures signale à l'attention du pouvoir central le sieur Poupart, l'un des plus anciens et des meilleurs fabricants de toile d'Alençon. Six de ses enfants exercent la même profession et ne négligent rien pour s'y perfectionner, dit l'Inspecteur. Cette famille voulut établir à Alençon une manufacture de coutils, façon de Bruxelles et à cet effet envoya à Evreux quelques-uns de ses membres pour y puiser les connaissances nécessaires à cette sorte de fabrication. L'Inspecteur demande alors pour eux au Conseil un encouragement de 15 sols par aune qu'ils fabriqueront ainsi qu'il est accordé aux fabricants d'Evreux. Après enquête et sur avis favorable de l'Intendant, le contrôleur général Terray consent d'accorder non seulement à cette famille, mais aussi à tous ceux qui s'adonneront à ce genre de fabrication « une gratification par aune proportionnée aux largeurs des pièces, à condition qu'elle soit prise sur les fonds libres de la généralité (1). »

La fabrique des frères Poupart prospéra et leurs coutils portés à la foire de Caen y furent admirés et « fort bien accueillis pour leur excellente qualité (2). »

Des toiles de lin de très belle qualité furent aussi fabriquées à Alençon. Dans un état des fabricants « les plus accrédités et qui ont porté leurs fabriques au plus haut degré de perfection (3) » nous lisons :

Les sieurs Laveille frères, fabricants de toile depuis plus de 200 ans de père en fils, ont toujours continué à commercer et ont au moins en ce moment 40 métiers en activité ; dans tous les temps ils ont joui de la réputation la plus intacte et exempte de tous reproches. Eux seuls en 1752, ont réussi à faire des toiles de deux aunes et demi de largeur (3 mètres) pour la

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 64.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 64. Observations de l'inspecteur en 1773.

(3) *id.* C. 45.

chasse du Roy ; objet pour lequel ils ont au moins fait fabriquer 12.000 aunes. Successivement leur industrie les a porté à s'adonner à d'autres fabriques du même genre ; ils ont entrepris celle des toiles de Lisieux, connues sous le nom de cretonnes, ce qui leur mérita en 1770, un arrêt du Conseil qui leur accorde la permission d'en fabriquer à Alençon. Ils ont en outre fabriqué des toiles à voile et ont fourni pendant neuf ans les matières premières pour la manufacture royale des toiles à voiles de Brest ; ces différents genres de fabriques ne les empêchaient pas de suivre avec toute l'activité dont ils sont susceptibles celle de toiles d'Alençon, car ils faisaient fabriquer annuellement au moins 2.000 pièces de toile.

Nous pourrions encore citer le sieur Marchand « homme rare et précieux » ; mais ces quelques noms qui émergent de l'anonymat ne doivent pas nous faire oublier la communauté des filotiers. Cette communauté était en effet fort nombreuse, mais n'avait point de statuts (1) ; elle comprenait plus de 160 membres en 1776. En 1780, les juges de police voulurent obliger les fabricants de toile à se réunir en corporation et à se faire agréger ou recevoir maîtres ; les fabricants protestèrent contre cette prétention, alléguant d'une part qu'ils n'avaient jamais été érigés en communauté depuis que la fabrique existe, ensuite qu'ils ne vendaient point au détail, qu'ils n'avaient donc point à faire partie de la communauté des marchands (2).

Les fabricants se réunissaient souvent tantôt seuls, tantôt avec les marchands en gros et autres dont les intérêts pouvaient être solidaires. Les règlements généraux de 1669 prescrivaient d'ailleurs ces assemblées pour discuter des moyens capables de perfectionner les manufactures. Les archives de l'Orne possèdent un registre des délibérations de ces Assemblées depuis 1692 jusqu'à 1731 ; ce sont des élections de gardes jurés, des procès-verbaux de visite chez les fabricants, des

(1) *id.*, C. 47. Etat des communautés en 1762.

(2) La communauté des marchands a été établie en jurande en vertu de Lettres patentes de Louis XIV en 1658 qui confirment ses statuts enregistrés et homologués au parlement de Rouen le 10 février 1659.

saisies de toiles défectueuses, etc... Ces Assemblées étaient convoquées par l'Intendant, tel ce procès-verbal d'une réunion tenue le 30 juin 1716 : « Nous, Intendant de la généralité d'Alençon, en conséquence de la lettre de M. Amelot, conseiller au Conseil du Commerce, avons fait assembler ce jourd'huy, en notre hôtel les principaux marchands et négociants qui font commerce de toiles et les tisserands et filotiers les plus intelligents de la manufacture de cette ville pour conjointement avec l'Inspecteur, être entendus sur les abus et pour être par eux proposés les moyens les plus sûrs et les plus avantageux pour y remédier et les arrêter (1). » Plus tard ces assemblées furent convoquées à la requête du procureur du Roy et elles se tenaient au Palais devant le Lieutenant général de police; leur objet variait, mais il devait s'en tenir une tous les ans « aux fins de dresser procès-verbal de l'état des toiles qui se fabriquent, vendent et débitent en cette ville (2). » L'Intendant dressait d'après ce procès-verbal les divers états de la manufacture que nous avons utilisés plusieurs fois. Ces Assemblées ont dû se tenir avec assez de régularité à Alençon, au cours du XVIII^e siècle (3).

Nous n'avons pas trouvé trace de compagnonnages tels qu'il s'en rencontrait dans de nombreuses villes de France, c'est-à-dire de groupements purement ouvriers, qui sous le prétexte de cérémonies religieuses, se réunissaient périodiquement et clandestinement pour lutter contre l'organisation patronale. Il subsistait cependant des règles d'une ancienne confrérie dont nous ne saurions préciser l'origine : les fabricants et tisserands en effet avaient un patron, saint Bonaventure, dont la fête se célébrait le 14 juillet de chaque année. Pour quel motif ce cardinal, évêque et docteur de l'église, fut-il choisi comme patron des toiliers ? Diverses hypothèses ont été émises, mais aucune ne peut être retenue (4). Le 14 juil-

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 24.

(2) *id.*, C. 47. Procès-verbal de l'Assemblée tenue en 1752.

(3) Cf Germain MARTIN : *op. cit.*, p. 81.

(4) Cf M. Robert TRIGER : *op. cit.*, p. 101 et s. M. Triger croit que la dévotion des fabricants de Fresnay à saint Bonaventure leur fut suggérée par les Cordeliers de Laval, nous croyons plutôt qu'elle provenait d'Alençon dont l'ascendant sur Fresnay fut toujours prépondérant.

let était une grande solennité ; tous les membres de la communauté assistaient à la « messe haute » et à l'offrande chacun recevait un morceau de pain bénit, sorte de galette au beurre, ainsi qu'un bouquet de fleurs ; un prédicateur, venu du dehors, y faisait un sermon. Après la cérémonie religieuse un banquet réunissait les confrères et aucun esprit séditieux ne cherchait à troubler l'union qui régnait alors le plus souvent. En outre, les gardes jurés assistaient aux processions du Saint-Sacrement, un cierge à la main ; ils accompagnaient aussi le prêtre qui administrait le viatique à un membre de la communauté, enfin ils ne manquaient pas d'être présents à l'inhumation de l'un des leurs (1).

IV. — Les Tisserands

Il nous reste à nous occuper d'une dernière catégorie de producteurs, la plus humble, mais aussi la plus nombreuse : les tisserands. Nous rechercherons leurs conditions de vie et en dégagerons le sens tel que le conçoit l'économie moderne.

Les travaux des tisserands des campagnes n'exigeaient pas de grandes capacités, d'ailleurs « ils avaient l'esprit plus pesant que vif et ils étaient peu capables d'un autre travail que celui qu'ils faisaient ; ceux du côté d'Alençon étaient cependant plus actifs et propres au commerce que les autres de la généralité (2). » Lorsque la fabrique était dans son état régulier, le tisserand faisait des toiles de grande largeur ; lorsque ce travail lui manquait, il était réduit à tisser des toiles d'une qualité inférieure et moins larges qui lui étaient moins bien payées (3). La femme était la principale auxiliaire du mari ; elle préparait le fil pour le tissage et le dévidait sur des

(1) *Arch. de l'Orne*, C. 41.

(2) L. DUVAL : *op. cit.*, p. 133.

(3) Cf LE PLAY : *Les ouvriers européens*.

fuseaux appelés « canettes ». Les enfants en attendant l'apprentissage du métier de tisserand confectionnaient des trames pour leur père ; c'était un travail long et délicat. Le tisserand faisait de longues journées : 12 heures en hiver, 14 heures en été ; mais il ne faut pas oublier l'alliance intime de cette industrie manufacturière et du travail agricole ; aussi dans les campagnes les métiers ne battaient-ils que pendant 8 à 9 mois de l'année. Et même lorsque la main-d'œuvre agricole faisait défaut l'administration royale intervenait. Ainsi un arrêt du Conseil du 28 juin 1723, ordonne qu'à partir du 1^{er} juillet jusqu'au 15 septembre, toutes les manufactures de toiles établies dans les villes, bourgs et lieux de la province de Normandie cesseront tout travail pour s'adonner à la moisson (1).

C'était presque exclusivement un travail à la tâche ; aussi, il est difficile de connaître exactement le salaire d'un tisserand. L'opinion la plus répandue est qu'il variait de 1 fr. 20 à 1 fr. 50 par jour (2). Arthur Young l'estime à 26 sous ; celui des fileuses à 9 sous. Ce salaire était peu élevé ; c'est pour cela que le pouvoir royal attachait une grande importance à l'industrie des campagnes pour abaisser les salaires en général ; le travail industriel en effet n'était souvent qu'un appoint, une ressource supplémentaire pour l'ouvrier des campagnes qui pouvait alors accepter des prix inférieurs à ceux de l'ouvrier des villes dont le salaire industriel était l'unique ressource (3).

Les tisserands ne formaient point de communauté et n'exerçaient leur métier qu'en vertu d'une simple permission de police ; l'article 81 du règlement de 1738 obligeait tout tisserand à inscrire son nom, surnom, demeure au greffe de la juridiction des Manufactures sur un registre spécial en marge duquel il était tenu d'appliquer sa marque à côté de l'enregistrement de son nom, il lui était alors délivré un certificat lui permettant de travailler.

(1) *Arch. Nat.*, G⁷ 76-78.

(2) E. LEVASSEUR : *op. cit.*, t. II, p. 841.

(3) Cf E. TARLÉ : *op. cit.*, p. 31 et s.

Il ne fallait guère moins d'un mois pour fabriquer une pièce de toile ; pour celles de grande largeur, c'était encore plus long, aussi la moyenne de production annuelle ne dépassait guère 10 pièces par tisserand. Il y avait donc près de 1.500 métiers battants en toile dans la région d'Alençon ; en outre, on ne peut avoir moins de trois fileuses pour entretenir un métier, et comme dans la préparation du chanvre beaucoup d'enfants de l'un et l'autre sexe étaient employés, on peut compter six personnes à l'usage de chaque métier (1), ce qui fait un total de près de 9.000 personnes travaillant directement ou indirectement à approvisionner la halle aux toiles d'Alençon. C'est un chiffre imposant même dans nos industries modernes.

Le tissage ne réussit que dans un air humide et dans un milieu où les variations de température sont peu prononcées ; car la sécheresse et l'humidité en rendant le fil plus ou moins ferme occasionneraient des défauts dans la fabrication. Aussi, le métier était établi dans une cave avec le moins d'air et de jour possible, un peu en contre bas du sol ; l'habitation de la famille comprenait une ou deux pièces au-dessus de cette cave et l'on y accédait par un escalier ; ce qui donnait aux maisons des tisserands un aspect presque uniforme. Aux environs d'Alençon, à Courteille et Damigny, par exemple, il subsiste encore des restes de ces cités ouvrières qui sont les ancêtres des habitations à bon marché. « Ces petites maisons, écrit M. Triger (2), entourées de verdure et de fleurs, ne manquaient pas d'un certain pittoresque au printemps. En outre, les tisserands au cœur honnête aimaient à chanter. La plupart accompagnaient le tic-tac régulier de la navette, de joyeux refrains des chansons populaires de jadis. Ce concert, d'un genre original achevait de donner au pays une gravité, une vie, une poésie qui charmaient l'étranger. »

Au point de vue moral, l'atmosphère était particulièrement saine ; comme nous l'avons vu, les tisserands travaillaient

(1) Cf Germain MARTIN : *op. cit.*, p. 233.

(2) R. TRIGER : *op. cit.*, p. 86 et s.

chez eux en famille, répartissant entre les divers membres de la maison les diverses opérations selon les forces de chacun. Ils s'excitaient mutuellement au travail et à l'économie, car dans ces familles régnait une ambition héréditaire, celle d'accroître le petit fonds de terre légué par leurs ancêtres. Cette vie presque patriarcale, cet amour de la propriété, rendait ces hommes sobres, religieux, attachés à l'ordre et soumis aux lois ; mais les rendait aussi obstinés dans leurs pratiques et la routine leur faisait rejeter toute amélioration (1). Ces ouvriers propriétaires, qui tour à tour donnaient à leurs champs le temps que demande la culture et à leurs métiers le reste de l'année, ont complètement disparu. Devons-nous désespérer à tout jamais de les voir renaître ? L'avenir nous le dira ; le jour où la force motrice sera transportée très loin à bas prix, peut-être reverrons-nous des fabriques collectives là où toute industrie a disparu. Quant à la culture du chanvre, il serait intéressant pour notre région de la reprendre au lieu d'en faire venir de l'étranger. L'Allemagne fournit actuellement un effort considérable dans cet ordre d'idées ; ne soyons pas en retard une fois de plus.

(1) Cf *Annuaire Normand* de 1837, p. 296.

CONCLUSION

De notre étude se dégage un fait dominant : la réglementation étroite de la fabrique d'Alençon ; nous en avons indiqué l'histoire au cours du XVIII^e siècle sans en faire la critique. Il convient de nous demander dans cette conclusion si le système réglementaire mérite le discrédit dont l'a entouré l'école dite libérale.

Pour juger cette politique économique, il faut se rappeler les conditions de production d'alors et nous croyons que si Colbert eut vécu, il n'aurait pas supprimé si vite les « béquilles » dont il avait parlé à Lyon et qui soutenaient les manufactures en France. Nous sommes dans un pays agricole et où l'industrie doit être solidaire de l'agriculture. Or, la politique économique de l'ancien régime s'inspirait de deux idées : d'une part l'idée que la France doit se suffire à elle-même, grâce à la variété de ses productions, de façon à ne pas être tributaire de l'étranger ; d'autre part l'idée qu'il faut assurer une bonne qualité aux produits fabriqués tant pour le consommateur national que pour permettre la concurrence sur les marchés étrangers. C'est pour cela que le fabricant fut conduit, éclairé par les règlements qui mettaient un frein à sa mauvaise foi et à sa cupidité. Il a fallu la dernière guerre et tous les abus qu'elle a comporté, il a fallu que la production fut confinée entre les mains de personnes ayant un monopole de fait pour comprendre l'utilité de ce régime réglementaire, utilité tellement évidente que les autorités de tous les pays

belligérants ont eu recours aux mêmes pratiques réglementaires. Le marché en effet n'avait plus l'élasticité de concurrence, la possibilité d'équilibre qui permettent aux hommes et aux capitaux de se porter vers les emplois les meilleurs. Il n'y avait plus cette lutte entre producteurs qui est le seul garant des intérêts des consommateurs (1).

La politique réglementaire de l'ancien régime n'est cependant pas sans reproche ; la rigueur des règlements eût dû être tempérée plus tôt qu'elle ne l'a été pour permettre à l'esprit d'invention de donner un nouvel essor à nos manufactures. Il y eut d'ailleurs des périodes de relâchement dans l'exécution des règlements, par exemple pendant le passage de Trudaine au contrôle général. Sans parler des réformes éphémères de Turgot, Necker proposait en 1778 l'établissement d'un régime d'administration intermédiaire entre l'exécution stricte des règlements et la liberté illimitée. L'Inspecteur des manufactures d'Alençon, consulté sur cette question, voulait le maintien du système réglementaire. « Le consommateur étranger et le national, disait-il, recherchent plus que jamais la bonne qualité et la fabrication régulière des marchandises, il est donc intéressant pour l'Etat de les perfectionner et de les maintenir dans un état de supériorité par les meilleures lois possibles (2). » Il demandait cependant un adoucissement aux sanctions trop sévères et des encouragements aux meilleurs fabricants. Le système intermédiaire fut celui adopté par les Lettres patentes du 5 mai 1779 ; mais à Alençon, comme presque partout, les fabricants n'usèrent pas de la liberté qu'on leur laissait et continuèrent à se conformer aux anciennes prescriptions. Enfin, dans leurs cahiers de doléances, les marchands et fabricants furent unanimes pour demander « qu'il soit fait un nouveau règlement pour la fabrique d'Alençon ; celui de 1738 était sage et n'avait besoin que d'un supplément. » Cette mentalité s'explique, car le règlement, quelque gênant qu'il fut, leur conférait un monopole, il rendait la concurrence

(1) Cf Germain MARTIN : *Cours d'Economie politique*, 1920-21.

(2) *Arch. de l'Orne*, C. 40. Réflexions de l'inspecteur du 7 mai 1779.

impossible. La Révolution ne tint pas compte de ces désirs et renversa le système réglementaire. La fabrique d'Alençon se maintint pendant ces périodes troublées ; elle reprit un grand essor sous la Restauration ; mais lorsque la fabrication des tissus de coton devint commune en France, la vileté du prix de ces tissus engagea les consommateurs à les substituer à la toile de chanvre, la manufacture d'Alençon n'étant plus soutenue ne put résister à cette concurrence nouvelle et elle périclita peu à peu pour ne plus se relever ; il n'en subsiste plus rien aujourd'hui.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Lu :

Le Président de la thèse,

GERMAIN MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.



ANNEXES

Nous avons cru devoir publier quelques documents qui n'ont pas pu rentrer in-extenso dans le cadre de notre étude et qui présentent néanmoins un intérêt tantôt local comme celui concernant la lutte entre la manufacture de Fresnay et celle d'Alençon, tantôt général telles les réflexions de l'Inspecteur des manufactures sur le système réglementaire. Enfin les cahiers de doléances des fabricants de toile et des marchands nous renseignent sur les idées qui régnaient à la veille de la Révolution dans ces classes laborieuses de la société.

Observations de l'Inspecteur d'Alençon, Vital, sur le procès-verbal de saisie faite par le sieur Tollet, préposé au Mans, d'une pièce de toile 2/3 marquée de la marque Réglée visite d'Alençon 1785, plus, à chacun des bouts deux empreintes l'une portant droit de tarif d'Alençon 1781, l'autre Prodomme de Berue, nom du fabricant, ainsi que sur la lettre de M. de Tournai, inspecteur de la généralité de Tours.

Arch. Nat., F¹² 1428.

Le sieur Tollet, préposé au Mans, se permet d'arrêter et de saisir une pièce de toile marquée réglée d'Alençon parce qu'elle lui a paru être fabriquée de lin et de brin, ce qui est contraire et défendu par les règlements.

L'inspecteur d'Alençon n'ignore pas moins que le sieur Tollet que cela est défendu par les règlements, mais il lui répondra que cet abus a été toléré de tous les temps, qu'on ne pourrait même le retourner sans anéantir entièrement la fabrique et particulièrement celle de Fresnay, puisqu'il est vrai que toutes les toiles 2/3 qui se vendent à la Halle d'Alençon viennent de Fresnay et des environs et sont presque toutes mélangées de lin et de brin ; il y a mieux, c'est que le préposé dans son procès-verbal dit que le nom du fabricant est Prodomme, de la paroisse de Berue. Où est située cette paroisse ? Dans le Maine et du département de M. de Tournai, son inspecteur, mais on dira plus, c'est que toutes les toiles 2/3 ainsi mélangées de lin et de brin se fabriquent à

Fresnay et que la fabrique d'Alençon, au contraire, est de brin sur brin. Ceci est un fait incontestable qu'on offre prouver. Mais pourquoi ce préposé arrête-t-il de préférence une toile marquée du bureau d'Alençon lorsqu'il a tant d'occasions d'en saisir de pareilles au Mans et qui sont revêtues de la marque de Fresnay ; les motifs qui l'y ont engagé sont faciles à découvrir ; si cet actif et zélé préposé veut se donner la peine de venir à Alençon, on s'oblige à lui en faire voir plus de 100 pièces par semaine pareilles à celle dont il est question dont partie seront marquées de la marque du bureau de Fresnay, quelques-unes mêmes sans barres transversales porteront la marque *réglée*, d'autres au contraire la marque de liberté avec des barres transversales, cependant toutes proviendront de Fresnay et ses environs.

Le sieur Tollet, dans son procès-verbal, conclut hardiment à la confiscation et l'amende. Si ce préposé avait lu ses règlements, il y aurait vu qu'il n'y a ni amende ni confiscation pour toutes espèces de contraventions concernant les toileries, qu'il n'y a même pas de plus grandes peines que celles portées par l'article 11 des Lettres patentes du 28 juin 1780, mais il paraît que ce préposé n'a jamais su faire l'application d'aucun article des règlements puisqu'il cite dans son procès-verbal que cette toile est en contravention à l'article 9 des Lettres patentes du 5 mai 1779, article qui concerne les lainages.

Continuons le procès-verbal qui dit que la toile d'un bout à l'autre est très mal fabriquée et remplie de fautes ; il paraît, suivant ce préposé, qu'on ne devrait fabriquer que des toiles de la première qualité ; il devrait savoir qu'il s'en fabrique à Alençon à 14 sols l'aune sur lesquelles on appose la marque *réglée* ; d'autre part, le fabricant à qui appartient la toile est curieux et jaloux de sa fabrique, l'acheteur ne l'est pas moins et sûrement ce dernier n'en eut pas fait l'acquisition, si elle eût été telle.

On voit clairement que ce procès-verbal a été fait par récrimination, le préposé y a été forcé, car il est facile d'apercevoir que ce n'est pas lui qui l'a rédigé, puisqu'il cite les règlements de la fabrique d'Alençon qu'il ne peut avoir en

sa qualité de préposé au Mans ; il est vrai que son inspecteur doit les avoir comme celui d'Alençon a ceux du Mans ; mais quels qu'en soient les motifs, l'inspecteur d'Alençon s'impose le plus profond silence à ce sujet, il se bornera à dire que c'est une saisie faite mal à propos et qui ne peut avoir lieu ; il ajoutera même qu'il croit très nécessaire de faire avertir ce préposé de ne pas faire de pareilles saisies à l'avenir parce qu'elles ne tendent qu'à mettre des entraves au commerce.

Par quelle fatalité le préposé au Mans fait-il la saisie d'une toile marquée au bureau d'Alençon lorsqu'il a journellement tant d'occasions d'en arrêter de semblables revêtues de la marque de Fresnay. Si c'est un aussi grand abus, pourquoi M. de Tournai lui-même n'en a-t-il pas fait saisir dans son dernier voyage à Fresnay où il convient qu'il en a trouvé ; on ne peut s'empêcher de dire que M. de Tournai n'est pas très conséquent et qu'il sera facile à l'administration de découvrir les motifs d'une pareille saisie.

Si la saisie faite au Mans a pour cause des défauts de fabrication qui s'y rencontrent, l'inspecteur d'Alençon consent à faire passer à l'administration à ses frais la toile que les gardes jurés d'Alençon ont arrêté dernièrement et revêtue de la marque de Fresnay ; il s'oblige en outre à donner 600 livres aux pauvres si l'administration juge celle saisie par le préposé du Mans plus mal fabriquée que celle arrêtée par les gardes jurés d'Alençon ; mais il veut que M. de Tournai s'oblige à pareille chose.

Quant au recours tant contre le fabricant que contre les gardes jurés dont parle M. de Tournai, l'inspecteur d'Alençon l'assure que le seul recours qu'il puisse exercer est contre son préposé qui a eu la sottise de saisir une toile qu'il ne devait pas saisir ; on serait curieux de savoir où M. de Tournai a vu des lois qui rendent responsables les gardes jurés desservant les bureaux des marques qu'ils apposent ; heureusement que des lois aussi injustes n'existent que dans l'imagination de M. de Tournai.

L'inspecteur d'Alençon ne répondra pas aux fanfaronnades des fabricants de Fresnay et que M. de Tournai rapporte ;

il lui répètera que c'est à Fresnay même et aux environs que se fabriquent les toiles mélangées de lin et de brin ; il se contentera de relever ce qu'il dit du bureau d'Alençon où les gardes jurés, ajoute-t-il, sont bien moins scrupuleux que ceux de Fresnay.

Effectivement, l'inspecteur d'Alençon va donner des preuves à M. de Tournai jusqu'où va le scrupule des gardes de Fresnay et combien ces mêmes gardes sont intelligents et propres à desservir un bureau ; la meilleure et la plus grande preuve qu'il puisse lui en donner, c'est qu'il offre lui faire voir sur les blanchisseries d'Alençon plus de 200 pièces de toiles marquées au bureau de Fresnay lesquelles auront toutes des barres transversales avec la marque de liberté ; les autres la marque réglée sans barres transversales. M. de Tournai est donc mal fondé à tant vanter les scrupules des gardes de Fresnay.

L'inspecteur d'Alençon ajoutera que dans le mois d'octobre dernier, époque où M. de Lazowsky, inspecteur ambulant, vint dans son département, ils firent ensemble et avec les gardes jurés différentes visites, mais ils ne furent à la vérité que chez un seul blanchisseur, chez qui ils trouvèrent plus de 120 pièces de toiles ainsi marquées. M. de Lazowsky voulut en faire dresser procès-verbal, mais son confrère d'Alençon l'engagea de n'en rien faire par honnêteté pour M. de Tournai. C'est un fait constaté par deux inspecteurs, un élève inspecteur et quatre gardes. L'inspecteur d'Alençon ne cesse de faire dire aux gardes de Fresnay que la marque réglée ne peut s'apposer que sur des toiles bien fabriquées et qui auront des bandes transversales, que celle de liberté au contraire ne peut s'apposer que sur des toiles fabriquées dans des combinaisons arbitraires et dépourvues de bandes transversales.

M. de Tournai, inépuisable lorsqu'il est question de faire l'éloge des gardes de Fresnay, voudra bien à l'inspecteur (*sic*) d'Alençon une petite réflexion qu'il va encore faire sur leur zèle et leur exactitude : il conviendra qu'ils sont soigneux à faire la police qu'on doit maintenir dans les marchés aux fils et surtout qu'ils sont très attentifs à voir si l'on n'achète point avant l'heure fixée pour l'ouverture du marché, les

motifs en sont bien simples. Lorsqu'ils prennent des fabricants pour pareille contravention ils disent qu'ils vont leur déclarer des procès-verbaux de saisie et les faire condamner à 100 livres d'amende et la confiscation des fils, conformément aux règlements rendus sur la police à observer dans la vente des fils ; les malheureux fabricants pris en contravention préfèrent donner aux gardes de Fresnay 12 livres 18 sols 6 deniers, plus ou moins, pour éviter de payer de plus grosses sommes et les procès sont ainsi terminés. Il faut convenir que le pouvoir des gardes de Fresnay est bien plus étendu que celui du juge des manufactures, car ce dernier ne peut diminuer ni augmenter l'amende portée par les règlements à peine d'en répondre en son propre et privé nom et même d'interdiction ; on désirerait connaître quelles sont les lois qui autorisent les gardes de Fresnay à rendre de pareils jugements et à percevoir des sommes arbitraires. On avancera même plus et on dira qu'on veut bien croire qu'ils donnent cet argent aux pauvres ou à des hôpitaux, mais on leur demandera depuis quel temps est-il permis de faire des aumônes au dépens de son prochain et de prendre d'un pauvre pour donner à un autre pauvre, car dans le nombre des fabricants et notamment dans le Maine, il y en a de véritablement pauvres. Une pareille conduite, bien loin de mériter les éloges que ne cesse de leur donner M. de Tournai, ne peut être regardée au contraire que comme vexatoire.

L'inspecteur d'Alençon ne craint point d'avancer que s'il était instruit que des gardes de son département commissent de pareils monopoles, bien loin d'y applaudir, il les ferait au contraire poursuivre comme concussionnaires et les ferait destituer honteusement de leur place de gardes.

L'inspecteur d'Alençon laissera M. de Tournai donner tous les éloges qu'il lui plaira aux gardes de Fresnay ; il croit avoir démontré combien effectivement ils les méritent et en même temps n'avoir pas moins fait connaître la nécessité de supprimer le bureau de Fresnay.

A Alençon, le 1^{er} août 1785.

Signé : VITAL,

Inspecteur des manufactures d'Alençon.

II

Réflexions de l'Inspecteur des manufactures d'Alençon sur le mémoire que M. l'Intendant lui a fait l'honneur de lui communiquer et dans lequel on propose un plan intermédiaire entre le système réglementaire et celui de la liberté indéfinie.

Arch. de l'Orne, C. 40.

Le projet d'une réforme dans les règlements est aussi utile et nécessaire pour leur soutien et perfection et pour leur extension qu'il est peut-être susceptible de difficultés dans son exécution ; on se persuade même que ce sont ces deux raisons qui ont fait imaginer dans ces derniers temps la totale suppression des règlements et celle des corporations des arts et métiers pour rendre une entière liberté à tous les fabricants, manufacturiers et autres ouvriers afin de pouvoir travailler à leur gré dans tous les genres d'industrie ; on a cru sans doute que c'était le moyen le plus expédient pour les délivrer de tous les abus qui s'étaient introduits avec une multitude d'entraves ; on citait en faveur de ce système quelques nations de l'Europe dont les manufactures et les arts sont devenus florissants sans être assujettis à des règlements, lesquels, a-t-on dit, sont autant de gênes et d'entraves pour l'industrie, arrêtent et découragent les talents de l'artiste.

On sait cependant que l'on ne doit attribuer le degré de célébrité où les manufactures de France ont été portées depuis le commencement de ce siècle qu'à l'exécution des sages règlements généraux de 1669 et ce n'est que depuis cette

époque heureuse que leur état est devenu le plus florissant des manufactures de l'Europe, sans contredit ; de là, on peut conclure que des règlements bien vus et sagement médités avec les plus expérimentés des marchands et fabricants ne sont point opposés à l'extension des manufactures dans tous les genres ; on doit convenir aussi que les règlements ont été trop multipliés, que dans le grand nombre de ces règlements, il s'est trouvé des principes contraires à la bonne fabrication, une police ou trop négligée ou trop sévère et des formalités concernant les apprentissages, le chef-d'œuvre et les maîtrises qui occasionnent des gênes et des entraves nuisibles au commerce et aux manufactures.

La protection du gouvernement est à tous égards spécialement utile aux manufactures, on croit par exemple qu'il serait avantageux au commerce de la France de diminuer les droits de douane étant constant qu'elles sont plus chargées de ces droits dans plusieurs contrées que celles des autres nations, ce qui les tient au-dessus du pair que pourrait leur donner une concurrence égale à celle des manufactures étrangères qui, la plupart, ont encore l'avantage sur celles de France d'avoir la facilité des transports par mer et par terre à meilleur compte et de payer moins cher les matières premières ; ces objets importants concourent ensemble à donner la préférence aux fabriques étrangères au préjudice de beaucoup d'articles sur la fabrication desquels ils influent.

Ces différentes considérations semblent donc devoir exiger une attention particulière sur tout ce qui peut améliorer les qualités des matières premières ; elles ne demandent pas moins de faveur pour tout ce qui peut alléger les prix intrinsèques afin de pouvoir entrer en concurrence avec les manufactures étrangères.

C'est d'après ces attentions singulières que les règlements généraux et particuliers propres à chaque fabrique doivent concourir à soutenir la bonne qualité et la meilleure réputation, à en bannir la mauvaise foi et le trop de licence du fabricant ; ils doivent à cet effet être médités avec les gens de l'art, il les faut simples, précis, et les borner aux comptes et nombres

de portées des chaînes qui conviennent à la fabrication de chaque article ainsi qu'aux largeurs et longueurs désirées par le consommateur ; ils doivent moins tendre au plus haut degré de finesse qu'à celui de la bonté et solide qualité de la marchandise ; la perfection supérieure peut en être confiée à l'intelligence du fabricant, à son émulation et à ses propres intérêts ; mais peut-on compter qu'il se trouve dans les manufactures une infinité de ces fabricants qui jaloux de la liberté de fabriquer à leur gré aient assez de principes, de facultés, d'intelligence et de sentiments d'élévation pour désirer leurs étoffes par la perfection de la qualité et de l'assortiment des matières comme par l'exactitude de la longueur et de la largeur et qui, par honneur et émulation autant que par intérêt cherchent à se faire une réputation invariable, ainsi qu'on le remarque plus particulièrement en Angleterre et en Hollande, où par cette raison la liberté même illimitée a non seulement moins d'inconvénients, mais où elle convient beaucoup mieux au caractère et au gouvernement politique de ces nations, chez lesquelles presque tous les fabricants sont des manufacturiers ou chefs de fabriques opulents qui n'ont d'autres vues que de perfectionner les arts et les talents pour se faire une haute réputation en grossissant leurs fortunes.

Quelle différence n'aperçoit-on pas au contraire dans les manufactures de France surtout dans celles de première nécessité, où à peine se trouve la quatrième partie des fabricants susceptibles des talents, des facultés, de la bonne foi, de l'émulation qui conviennent absolument au régime de la liberté. C'est aux foires de Caen et de Guibray où la progression des abus et des défauts des marchandises se manifeste chaque année avec plus d'éclat et où le grand nombre de marchands détaillants qui s'y rend de tous côtés pour acheter celles qui conviennent à la consommation des provinces, ne cessent de se plaindre du mauvais état des fabriques et de demander leur restauration en faveur du commerce et des consommateurs.

C'est dans les manufactures et dans les ports qui fournissent à l'étranger, où les négociants armateurs et les commissionnaires se récrient continuellement contre les mêmes défauts

et contre les infidélités des largeurs et des aunages ; la Chambre de Commerce de Rouen connaît autant la force et la vérité de ces clameurs que le dégoût des étrangers relativement à la mauvaise qualité et à la mauvaise foi qu'ils trouvent dans nos fabriques, or, il est constant que le consommateur étranger ainsi que le national recherchent plus que jamais la bonne qualité et la fabrication régulière des marchandises, il est donc intéressant pour l'Etat de les perfectionner et de les maintenir dans un état de supériorité par les meilleures lois possibles.

Le système intermédiaire entre les règlements et la liberté illimitée pourrait-il faire en France tout le bien que se propose le ministre en faveur du commerce et des manufactures ? C'est le problème à résoudre. L'auteur du mémoire (M. Veron Duverger, ancien négociant et secrétaire perpétuel de la Société royale d'agriculture au Mans, homme considéré par son génie et ses vertus patriotiques) prétend avec raison que la modification intermédiaire des plombs de marque et des lisières différentes ne peuvent réformer le mal et qu'il n'en peut résulter au contraire que de la confusion et de très grands inconvénients, que cette distinction minutieuse ne fixera jamais la connaissance des consommateurs, mais que la bonne qualité et le bon marché le séduiront toujours. Que de réflexions ne peut-on pas ajouter à celles de ce citoyen estimable contre le système intermédiaire dont le régime consiste simplement à revêtir les étoffes d'une marque qui indiquera qu'elles sont de fabrique nationale pour en prévenir la saisie dans les bureaux des fermes et pour empêcher qu'elles ne soient confondues avec les fabriques étrangères ; au moyen de quoi chacun sera maître d'employer à son gré et dans la forme qu'il croira devoir préférer, des matières de toute qualité, de toute espèce et le consommateur français, ou étranger n'aura que son goût et ses facultés à consulter pour acheter ou rebuter des marchandises qui n'auront aucun garant public d'une fabrication conforme aux règlements.

On croit en adoptant ce nouveau plan, que tous les degrés de talent ou d'industrie seront utilement employés, que les

consommateurs du dehors et de l'intérieur du royaume ne pourront jamais être trompés puisque chaque étoffe portera avec elle, la marque des réglemens ou celle de la liberté ; le fabricant qui voudra jouir de cette liberté entière sera seulement assujetti à mettre à son étoffe une lisière distinctive qui annoncera à l'acheteur l'usage ou l'abus qu'il en aura fait.

Les fabricants qui désireront s'attacher à la perfection seront au contraire assujettis à des réglemens ; si les étoffes qu'ils fabriqueront y sont exactement conformes, on les revêtira de plombs ou de marques qui seront le sceau de l'approbation publique, après qu'elles auront été soumises à l'inspection ; et si elles ne se trouvent point conformes aux règles établies, non seulement elles ne seront point marquées, mais encore elles seront distribuées en coupons de façon à ne pouvoir entrer dans le commerce.

On voit d'un côté que les fabricants réguliers seront les seuls à être punis, pour peu qu'ils s'écartent des dispositions qu'exigent la marque ou le sceau de l'approbation publique et de l'autre côté qu'on peut impunément donner dans tous les écarts occasionnés par les matières défectueuses, par la mauvaise fabrication, par les infidélités des longueurs et des largeurs, au moyen que les étoffes seront présentées avec une lisière distinctive pour recevoir la marque nationale.

L'alternative que l'on propose serait vraiment effrayante pour les bons fabricants, en ce que le libre cours de la marchandise défectueuse dans sa matière première, dans sa fabrication et dans ses apprêts ne manquerait pas d'avilir avec trop de préjudice les meilleures étoffes ; elle ne le serait pas moins pour les marchands détaillants, qui seraient continuellement exposés à souffrir des pertes onéreuses par les faux aunages et les rebuts des étoffes irrégulières ou défectueuses dont leurs magasins se trouveraient surchargés ; enfin, le consommateur qui ne se connaît pour ainsi dire qu'à l'user en bonne qualité, à qui on en imposerait toujours sur l'apparence ou sur le défaut des lisières, ou qui ignorerait assez généralement l'obligation ou le motif des marques nationales ordonnées pour indiquer l'usage ou l'abus que le fabricant aurait fait de

sa liberté, sera plus que jamais la victime de ce nouveau désordre dans les manufactures et le commerce. Les murmures et les plaintes qui retentissent depuis trop longtemps de tous côtés jusqu'au ministère, sur l'inexécution des règlements, paraîtraient ne devoir laisser aucun doute sur l'inconséquence et les mauvais effets qui résulteraient de ce système intermédiaire.

L'Inspecteur occupé de ses devoirs, jaloux de les remplir avec zèle et animé de l'amour du bien public ne voit dans le plan présenté sous un point de vue séduisant et favorable en apparence à la multiplication des ouvriers et des artistes, qu'une source intarissable de confusion et dangers pour les manufactures et le commerce de France ; il pense au contraire que des règlements bien dirigés conviennent au caractère de la nation et sont seuls capables de procurer les plus grands avantages à l'Etat en rappelant la perfection, la bonne foi, la confiance publique et la concurrence avec les fabriques étrangères.

On pourrait cependant adoucir la sévérité de la loi réglementaire pour tous les cas où les fabricants ne s'écarteraient de ses dispositions que par ignorance ou par inattention et non par mauvaise foi, en ordonnant que leurs marchandises seraient seulement distribuées en coupons dans les bureaux d'inspection, de façon à ne point entrer dans le commerce, sauf à punir les contraventions ou prévarications volontaires de la peine de la confiscation et des amendes prononcées par les règlements.

On pourrait encore autoriser l'inspection à appliquer à côté de la marque de visite ordinaire une empreinte ou sceau de perfection sur les marchandises les plus régulières et de la meilleure qualité ; cette distinction qui ferait la récompense des soins et des talents des manufacturiers les flatterait autant qu'elle serait propre à exciter l'émulation dans une fabrique. Le Ministère ne serait d'ailleurs pas embarrassé sur le choix des moyens d'encouragement qu'il serait utile de mettre en usage pour remédier aux abus et multiplier les bons fabricants.

Au surplus, le plan proposé pour l'intermédiaire paraîtrait

devoir être soumis à la censure ou à l'approbation des Chambres de Commerce et des principaux fabricants, marchands et négociants des différentes villes du royaume, afin d'être par leurs mémoires en état de juger plus sainement des avantages ou des inconvénients dont il serait reconnu le plus susceptible.

Alençon, le 7 mai 1778.

Signé : BRUNET.

III

1^o *Doléances des fabricants de toile.*

Arch. de l'Orne, Série E. : Corporations.

En conséquence de la députation de la communauté des fabricants de toile de la manufacture d'Alençon, faite le 22 février 1789, nous Philippe Marchand et Jacques-François Laveille, députés de la dite communauté et porteurs de pouvoirs d'icelle, nous réclamons de la bonté du Roy, au nom de la susdite communauté :

1^o Que les privilèges dont jouissent Messieurs du clergé et de la noblesse soient supprimés, c'est-à-dire qu'ils paient tous tant qu'ils sont, en proportion, comme le tiers-état, du bien qu'ils possèdent.

2^o Nous observerons que la manufacture de toiles d'Alençon est grevée d'un droit de tarif considérable, lequel se perçoit sur chaque pièce de toile, ce qui ôte la faculté à chaque fabricant d'avoir une concurrence égale avec les fabricants des différentes manufactures de cette généralité parce qu'ils n'en paient aucun, en conséquence, la dite communauté réclame la suppression de ce droit de tarif et demande à payer une industrie seulement comme toutes les autres corporations, Nous observerons encore qu'outre ce droit de tarif, on perçoit encore 2 sols pour chaque pièce de toile qui se présente à la marque d'inspection, on ignore sur quoi cette perception est autorisée et l'emploi de ses deniers ; il résulte encore un abus dans la dite manufacture, causé par une marque

octogone, laquelle admet dans le commerce toutes les toiles qui en sont revêtues, soit qu'elles soient défectueuses, de mauvaise qualité, ou manquant de laize, ce qui porte un préjudice considérable au consommateur, ralentit l'activité des bons fabricants et même des ouvriers. La dite communauté réclame la suppression et en même temps un autre règlement comme celui de 1738.

2^o *Doléances des marchands de toile.*

Arch. de l'Orne, Série E. : Corporations.

Les négociants et marchands de toile en gros de la ville d'Alençon ne peuvent dissimuler qu'avant ce jour, ils auraient appréhendé de dire même leur façon de penser sur les matières du gouvernement effrayés par les exemples multipliés contre plusieurs victimes de leur opinion, ils n'eussent jamais hasardé aucun propos sur les maux qui menaçaient évidemment leur patrie.

Mais il était donné à Louis XVI d'être le modèle des Rois ; il veut connaître la vérité, cette déesse errante est depuis longtemps exilée de la Cour de ses pères, déguisée par les uns de ses sujets, méprisée par les autres ; elle est recherchée par ce monarque, chacun s'empresse de seconder ses desirs ; les dits négociants lui déclarent la vérité.

Les privilèges, exemptions et faveurs particulières et trop multipliées qu'ont obtenu le clergé et la noblesse sont la source des maux du peuple et de l'Etat.

Charlemagne en 813, voulant favoriser le clergé peu riche alors, l'exempta d'impôts, les temps lui sont devenus favorables, l'aveuglement des siècles y contribua, concessions, donations et acquisitions contribuable à l'Etat, augmentèrent son patrimoine ; ces biens devenus, dit le clergé, le patrimoine de la divinité, ne doivent pas d'impôts au Roi et à l'Etat.

Dans le commencement de la monarchie, la France nommée le royaume des Francs, dont une partie des fiefs et seigneuries formait le domaine des rois divisible entre leurs enfants, l'autre partie des fiefs et seigneuries était donnée à vie à des officiers à la charge de conduire à leurs frais les soldats en temps de guerre et pour cette raison ne payaient pas les impôts. Telle est l'origine des privilèges et exemptions des francs ou nobles, privilèges qui par une suite d'abus, se sont malheureusement perpétués jusqu'à nos jours.

Ces deux ordres devenus puissants, l'un par la grande crédulité des peuples, l'autre par l'économie en temps de paix du revenu des terres de l'Etat, ont été à portée de captiver la bienfaisance de nos souverains pour se procurer la possession et propriété des seigneuries qu'ils ne tenaient qu'à vie ; Hugues Capet donna à la plupart de ces Francs qui avaient déjà pris le nom de gentilshommes, barons et autres titres des noms des seigneuries, la propriété de ces fiefs aux conditions qu'ils les possédaient, d'autres les conservèrent sous la protection des seigneurs descendants de nos Roys, grands vassaux de la couronne, mais toujours aux mêmes conditions. Ces conditions n'existant plus, ces objets eussent dû retourner à l'Etat chargé actuellement des dépenses de la guerre, le clergé et la noblesse eussent dû payer à proportion de leur fortune comme le tiers-état, la situation de l'Etat n'eut jamais été dans l'état où elle se trouve.

Les Parlements ont eu un intérêt d'enregistrer tous ces privilèges des deux ordres, de leur conserver la propriété des terres et seigneuries de l'Etat, puisqu'ils étaient composés de ces deux ordres mêmes.

Les Ministres des Finances, en différents temps, ont demandé des impôts momentanés qui s'appesantissaient sur les trois ordres de l'Etat, on vit alors des Cours s'élever contre leurs prétentions ; le ministère a pris le parti de créer des charges de toutes espèces, de faire des emprunts tant à rente perpétuelle que viagère à des deniers considérables dont les capitaux aussitôt dissipés laissent aujourd'hui à l'Etat une charge immense. Les Cours ont enregistré ces ressources ruineuses.

La plus grande partie des grands domaines a été aliénée, engagée à vil prix aux membres des deux premiers ordres, les Cours ont homologué; partie inculte des petits domaines a été fieffée à des cultivateurs qui les ont fertilisées, on dépouille les enfants des travaux de leurs pères après les avoir ruinés en procès au Parlement; le tiers-état, sans y avoir consenti, voit tout, entend tout, souffre tout, il est réduit au silence.

Les négociants et marchands en gros ne concluent pas à troubler la propriété du domaine utile; ils pourraient cependant demander la réversibilité des droits seigneuriaux à l'Etat pour être aliénés ainsi que la partie des domaines de Sa Majesté, c'est-à-dire à l'exception des forêts, partie des biens ecclésiastiques par la suppression de plusieurs communautés pour en acquitter les dettes ecclésiastiques et fonder des maisons pour l'indigence. Ils pourraient demander l'amortissement des rentes seigneuriales estimées au denier 20, l'amortissement des lods et ventes estimés à une année de revenu des propriétés, l'acquisition des droits de chasse et pêche sur ces propriétés, excepté pour le plaisir du roi et des princes, et les propriétés des seigneurs, ce qui fournirait des sommes capables de remplir les dettes de l'Etat et de procurer l'extinction désirée de la vénalité des charges; mais ils abandonnent toutes ces réflexions importantes à la sagesse et à la justice du souverain.

1^o Ils demandent la suppression des bannalités, source inépuisable de procès.

2^o L'amortissement des francs fiefs modéré à deux années de revenu de ces propriétés sujettes à ces droits humiliants.

3^o Demandent la suppression des exemptions du clergé et de la noblesse vu qu'ils n'ont acquis leur existence que par la faveur qui devient une injustice lorsqu'elle est préjudiciable à autrui et que tous les ordres doivent la contribution proportionnée au besoin et soutien de l'Etat.

4^o Demandent que, pour éviter les frais ruineux qu'entraînent les appels au Parlement, le juge présidial et leur baillage principal jugent définitivement jusqu'à la somme de 6.000 livres au moins.

5^o Demandent que leurs juges soient exempts de la comparution inutile et humiliante parce que leurs juges, capables de les représenter en toutes circonstances tant à l'assemblée des Etats généraux du royaume qu'à celle des Etats de la province, ne peuvent valablement discuter les droits du tiers-état en présence de leurs supérieurs qui sont nobles ou ecclésiastiques et dont on connaît l'intérêt diamétralement opposé, et c'est même l'attention que le tiers-état doit avoir pour ne pas choisir des députés dépendant de quelques membres des deux premiers ordres, tout particulier dévoué à ces deux ordres est suspect, ce qui peut arriver tant dans les villes que dans les campagnes de sorte que l'intérêt du tiers-état ne serait pas soutenu valablement.

6^o Demandent que la juridiction consulaire connaisse et juge définitivement jusqu'à la somme de 2.000 livres pour empêcher la ruine des négociants exposés aux appels ruineux pour des sommes modiques.

7^o Demandent la suppression de l'ordonnance de 1759 depuis longtemps sollicitée par toutes les juridictions consulaires du royaume.

8^o Demandent l'administration de la justice civile et criminelle solennellement promise par Sa Majesté.

9^o La réforme de l'administration et de la nature des impôts dont les frais de perception sont trop immenses, l'arbitraire établi dans celle des contrôles, l'irrégularité dans celle des aides, la dureté et infamie dans celle des gabelles et qu'il soit établi une forme plus équitable par des impôts simplifiés.

10^o Demandent la suppression des édits, déclarations ou règlements qui en avilissant le tiers-état, l'excluent des rangs et dignités dans l'état militaire et judiciaire.

11^o Demandent qu'il soit choisi dans le nombre des députés des trois états du royaume des sujets représentant la nation pour chaque Etat provincial dont le temps de la gestion sera fixé et renouvelé par le vœu des trois états.

12^o Demandent qu'il soit fait un nouveau règlement pour

la fabrique intéressante de cette ville, celui de 1738 était sage et n'avait besoin que d'un supplément tandis que celui de 1780 l'a notablement défiguré et a admis une marque octogone portant le mot de visite d'Alençon, mise indistinctement sur toutes toiles bonnes ou mauvaises, ce qui rend l'inspection inutile et occasionne la ruine de la fabrique et expose le public à être trompé.

13° Demandent qu'il soit fait un examen des pensions accordées et non méritées.

14° Demandent qu'il soit opiné aux Etats généraux par tête et non par ordre.



Table des Matières

Avant-propos	1
Bibliographie	4
CHAPITRE PREMIER. — <i>La fabrication de la toile.</i>	
I. — La matière première	6
II. — L'outillage	9
III. — La largeur des toiles	10
IV. — La longueur des pièces	15
V. — Le blanchiment	21
CHAPITRE II. — <i>Le Contrôle de la fabrication.</i>	
I. — Les Inspecteurs des manufactures	25
II. — Le Bureau de visite et de marque	30
1° Les gardes jurés	30
2° Les marques de fabrique	37
3° Les marques de visite	38
4° La gestion financière du bureau	40
III. — Les Sanctions	43
CHAPITRE III. — <i>Le Commerce de la Toile.</i>	
I. — La production et les débouchés	47
II. — La Halle aux toiles	54
1° Emplacement et organisation	55
2° L'aunage des toiles	57
3° Droits perçus à la halle	61
4° Conflit entre Alençon et Fresnay	64
CHAPITRE IV. — <i>L'organisation de la production et les producteurs.</i>	
I. — L'organisation de la production	67
II. — Les marchands	70
III. — Les fabricants	71
IV. — Les tisserands	75
Conclusion	79
Annexes	83

IMPRIMERIE ALENÇONNAISE, 11, RUE DES MARCHÉRIES
